

L'Ouvrier Communiste

ORGANE DES GROUPES OUVRIERS COMMUNISTES

EN DÉPOT : 67, b^d de Belleville, PARIS (XI^e)

Int. Institut
Sec. Geschiedenis
Amsterdam

POUR SORTIR DU MARAIS

Les grandes luttes et les grandes déceptions de la classe ouvrière dans la période de la guerre et de l'après-guerre ont créé une base pour une nouvelle renaissance des forces prolétariennes, pour une élévation de la conscience idéologique et de la capacité d'combat du prolétariat. Seulement cette élévation de l'idéologie ouvrière ne se fait qu'aux dépens d'un processus de décomposition des organisations, dans lesquelles la classe ouvrière n'a pu trouver les armes de sa victoire sur le capitalisme, organisations représentées par la social-démocratie et le bolchevisme.

Notre origine à nous, en tant que groupe ou l'arme de la critique révolutionnaire ne craint ni les chocs, ni les idoles, est due à ce processus de décomposition, qui a bientôt gagné rapidement le Comintern après la Nep. Mais notre développement, notre libération hors de la fange du marais n'a pas été l'œuvre d'un jour. Il a fallu pour atteindre notre niveau idéologique actuel bien des contrastes. Et si notre position d'aujourd'hui est libre de tout opportunisme cela est dû à une double scission.

Sur le terrain révolutionnaire on ne peut atteindre la clarté qu'à ce prix-là ; il n'y a pas d'autre moyen possible pour garder et répandre les positions qu'on a gagnées au prix de tant d'efforts. Il faut rester un petit nombre, une poignée parfois même rester seul. Sans quoi il ne reste qu'à cacher les positions sous le boisseau du compromis, et de la discipline mécanique.

La première scission nous a dégagés du bigotisme disciplinaire, où pataugent encore, centristes piteux, les redresseurs du Comintern. Mais cette première scission dont nous sommes redevables, aux éléments de Prométeo et qui nous a permis de regarder un horizon plus large n'était pas suffisante.

Il y avait parmi nous des hérétiques hésitants, qui notre tendance iconoclaste effrayait, qui cachaient dans leurs poches des images fanées dans l'espoir qu'elles fussent un jour la source d'un miracle. Il y en avait aussi qui s'en allaient à la dérive dans un courant d'aristocratie ouvrière, définitivement séparé de la révolution. De tous ceux-là nous nous sommes débarassés sans regret, parce que nos idées et nos positions révolutionnaires valaient bien plus que leur compagnie récalcitrante.

Au demeurant la parfaite homogénéité idéologique qui ne peut se réaliser dans une période de décomposition qu'au dépens de la quantité, est bien préférable à une combinaison plus nombreuse d'éléments hétérogènes. Aujourd'hui la croissance de la qualité se fait par une diminution de la quantité. Les gens qui en présence de cette dure réalité s'accrochent au mythe de l'unité pour défendre leurs fausses positions, n'ont pas compris la nécessité de ce processus. Effrayés de l'isolement actuel, ils se laissent entraîner par le courant, ayant oublié que la réalité historique ne se limite pas à l'heure actuelle, mais est un ensemble compliqué d'où la contingence s'élimine finalement comme un élément négligeable.

Mais qu'importe leur perte à côté de notre délivrance idéologique ! Ne devons-nous pas plutôt nous réjouir d'avoir brisé un lien qui nous aurait peut-être ramenés au marais ?

Nous avons commencé notre développement par la négation du mythe de l'unité formelle, parce que nous savions bien que c'est là une force de conservation des organismes contre-révolutionnaires. L'histoire, les faits avaient déjà prouvé, avant nous, l'exactitude de cette vérité. Nous n'avons fait que nous en apercevoir, hélas ! un peu tard.

...Trop tard ? Non pas. D'ailleurs, comment cette découverte eut-elle été effective plus tôt ? Les éléments du subjectif du conscient (ce sont là des expressions de Lénine) ne sont pas un développement de l'histoire. On ne peut pas bâtir sur le sable. Le subjectif n'est que le réflexe de la continuation, même un aspect de l'objectif lui-même. C'est l'expérience de l'histoire qui développe les nouvelles positions idéologiques, qui forme aux dépens des vieilles organisations surannées les nouvelles formations de combat.

L'erreur formidable de Lénine, qui inconsciemment était en lui le réflexe d'une situation où l'élément prolétarien n'était le seul à jouer un rôle important a été justement cette tendance aux constructions artificielles, à la stratégie qui, voulant devancer par un plan préétabli les limites de la réalité, finit par tronquer les pousses du spontané.

(Suite page 2).

SOMMAIRE

POUR SORTIR DU MARAIS. — POURQUOI NOUS SOMMES ANTIPARLEMENTARISTES. — THÈSES SUR LE PARLEMENTARISME (Bordiga). — RÉCENTS PROGRÈS DE LA DIALECTIQUE MATÉRIALISME CHEZ TROTSKY ET SES ÉPIGONES. — LES CONDITIONS HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION RUSSE (H. Gorter). — FAUT-IL CONQUÉRIR LES SYNDICATS OU LES DÉTRUIRE ? — ANARCHISTES, SOCIAL-DÉMOCRATES ET GRÈVE GÉNÉRALE (R. Luxembourg)

POURQUOI NOUS SOMMES ANTIPARLEMENTARISTES

Les thèses que nous publions ci-dessous reproduisent partiellement notre pensée actuelle sur la question parlementaire, c'est-à-dire sur l'attitude que les élites révolutionnaires devraient garder vis-à-vis du Parlement. Elles ont été présentées au Comintern en 1920, mais elles étaient déjà contenues dans le programme de la fraction abstentionniste au sein du Parti socialiste italien, laquelle fut approuvée au Congrès de Bologne (1919) de ce même parti par 4.000 inscrits. Cette fraction comptait ses adhérents dans toutes les régions d'Italie. Le parti communiste italien qui fut fondé à Livourne en janvier 1921 surtout par l'activité de la fraction abstentionniste n'adopta pas dans son programme le boycottage du parlement, qui est préconisé dans les thèses en question. C'est-à-dire que cette fraction et son leader, Bordiga, renoncèrent à leur position sur le parlementarisme pour ne pas porter atteinte aux 21 points de l'Internationale Communiste, points qui réglent, a priori, la formation des Partis Communistes. Ces points n'admettaient pas, entre autres, la présence dans le Comintern d'éléments préconisant le boycottage des parlements bourgeois.

La présentation des thèses en question fut accompagnée, au 2^e Congrès du Comintern, d'un discours de Bordiga qui a paru dernièrement sur « Prométeo » en langue italienne. Le contenu de ce discours du camarade Bordiga reproduit les mêmes idées dont Hermann Gorter a donné un exposé d'une grande simplicité dans sa « Lettre ouverte au camarade Lénine » également écrite dans l'automne 1920, du moins pour ce qui se rapporte à la question parlementaire.

Il faut remarquer d'ailleurs que déjà, dans son discours de 1920, Bordiga atténuait beaucoup l'importance du boycottage des parlements bourgeois. « Les thèses du rapporteur — dit-il — déclarent d'autre part que la question parlementaire est secondaire pour le mouvement communiste, il n'en est pas de même pour la question syndicale (où Bordiga était de l'avis des Léninistes). Je crois que de cette opposition on ne saurait tirer un jugement décisif sur les camarades et les partis communistes ». Cette patente atténuation du différend sur la question parlementaire est en contradiction avec le contenu des thèses ci-dessous rédigées par Bordiga lui-même, où justement il a donné une grande importance à la question parlementaire, ainsi que le lecteur pourra le constater lui-même.

Du reste l'abandon de cette position a contribué énormément à affaiblir la base des Partis de l'Internationale. En Italie elle a effacé du mouvement communiste la tendance abstentionniste pendant de longues années. Dans les thèses on met justement en relief la dispersion des forces révolutionnaires dans l'activité électoraliste et parlementaire (que les gens de « Prométeo » se rappellent bien ! ils ont... ridiculisé en nous cet argument, que nous apportions en 1927 en défendant le boycottage des parlements bourgeois), forces qu'on pourrait appliquer autrement sur le terrain de l'action révolutionnaire. En outre on envisage la nécessité de donner toutes les lumières au prolétariat sur ce terrain.

C'est n'est que par le boycottage du parlement qu'on peut donner à la classe ouvrière la pleine conscience que cet organe de domination de la bourgeoisie doit être brisé et remplacé par les conseils. Et si l'on a présent à l'esprit le rôle séculaire joué dans quelques pays capitalistes par les institutions parlementaires, on apercevra l'énorme importance de cette question pour les élites prolétariennes. On se rendra compte de l'énorme dommage que l'abandon de cette position a apporté à la cause prolétarienne en Italie.

Il ne faut pas cacher non plus qu'en 1924, à la veille des élections parlementaires en Italie, Bordiga eût à écrire un article, paru sur la presse officielle du Parti Italien. Cet article est en parfaite contradiction avec le contenu des thèses que nous avons pu retrouver aujourd'hui seulement sur le « Phare », organe communiste genevois, auquel, en 1921, collaboraient tous les théoriciens de la philosophie de l'offensive, Boukharine compris, (aujourd'hui tous sont des droitiers avérés).

L'article de 1924 essaie de justifier

l'abandon de la position de boycottage, remplaçant le contenu des thèses par une conception très élastique de la tactique parlementaire. Il appuyait aussi la tendance qui, dans le Parti communiste italien, préconisait la participation aux élections contre la tendance qui était partisane de l'abstention. Cette dernière tendance était pour l'abstention pour des raisons qui n'ont d'ailleurs rien à faire avec la position de boycottage des parlements bourgeois. Mais ce n'est pas là pour Bordiga et ses partisans une justification. Pas plus que le prétexte du changement de situation.

Dans les thèses ci-dessous on affirme que la tactique du boycottage des parlements est à appliquer pendant toute la période historique actuelle et même, quelque part, on déclare que cette tactique est indispensable dans n'importe quelle situation. D'ailleurs, s'il est vrai qu'en 1924 les éléments les plus opportunistes (même les réformistes) étaient recalcitrants vis-à-vis de l'action électorale, qui était devenue un danger de puis l'avènement du fascisme, il n'est pas moins vrai qu'une position très nette de boycottage n'était pas moins dangereuse. En outre, la proposition de l'article de 1924 valorisait d'une certaine manière aux yeux du prolétariat le rôle du parlement.

C'était, au contraire, le moment de montrer aux ouvriers par une action de boycottage que le parlementarisme a toujours la même substance, soit sous la dictature démocratique que sous celle du fascisme. Et il est important de remarquer que c'était justement la gauche bordighiste qui s'efforçait de montrer (et elle avait raison) l'identité de substance entre la démocratie et le fascisme. Cette prémisses théorique, qui a ses racines dans la réalité historique de la lutte des classes en Italie, n'était pas un apport à la thèse du changement de méthode dans la question parlementaire de 1924.

Cette dernière position du boycottage ou de la participation à l'activité électorale, conditionnée par la situation politique est contenue dans une note de la « Lettre ouverte au camarade Lénine » de Hermann Gorter. Chez Gorter, que l'analyse très simple et très claire de la situation objectivement dans les pays capitalistes avancés, mène à une conclusion fondamentale favorable à la nécessité du boycottage des parlements bourgeois, la réserve tout à fait personnelle contenue dans la note susdite représente une incohérence qui n'est pas justifiée par toute l'analyse précédente.

Le contenu des thèses que nous extrayons du « Phare » de 1921, est tout à fait satisfaisant et complet. L'analyse contenue dans le chapitre « La question parlementaire » de la « Lettre ouverte » de Gorter peut servir comme illustration au contenu très bref du document, non plus bordighiste, de Bordiga.

Avant de terminer cette présentation indispensable du document sur le parlementarisme de la gauche italienne de 1920, nous devons remarquer que les gens de « Prométeo », dans le chapeau qui précède le discours de Bordiga au 2^e Congrès du Comintern, déclarent que l'antiparlementarisme de Bordiga (qui n'était pas une exclusivité de Bordiga) n'était pas d'origine syndicaliste, et à vrai dire il n'y a que les anarcho-syndicalistes qui, dans l'action, par leur idéologie anarchiste, soient pour le boycottage des parlements bourgeois. Le syndicalisme pur de Sorel n'a eu aucune application pratique dans sa tendance nettement antiparlementaire. Du reste, Sorel lui-même favorisait sans réserve l'activité de ses disciples italiens (Labriola, Leone) les mena, à travers l'ornière parlementaire, jusque sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Ni les actuels syndicalistes de la « Révolution prolétarienne » ont jamais préconisé jusqu'à présent le boycottage des parlements bourgeois. Le syndicalisme n'a rien à faire avec les tendances radicales de l'antiparlementarisme communiste et marxiste qui en 1919 se manifestèrent avec tant de précision sur le terrain international. « Prométeo » n'est pas tout à fait « marxiste » quand dans son chapeau (vide d'ailleurs) il ignore ou fait mine d'ignorer une quantité de faits qui pourraient mettre en relief le côté marxiste de la thèse du boycottage au parlement.

THÈSES

sur le Parlementarisme

présentées par le camarade BORDIGA

au nom de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien au II^e Congrès de l'Internationale communiste

1) Le parlementarisme est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste. La critique principale des communistes marxistes à l'égard du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise en général consiste en ce que le droit de vote accordé à tous les citoyens de toutes les classes sociales, dans les élections aux organes représentatifs de l'Etat, ne peut empêcher tout l'appareil gouvernemental de l'Etat de constituer le compte de défense des intérêts de la classe capitaliste dominante, et l'Etat de s'organiser comme l'organe historique de la lutte de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne.

2) Les communistes écartent nettement la possibilité que la classe ouvrière conquière le pouvoir par la majorité des mandats parlementaires, au lieu d'y parvenir par la lutte armée révolutionnaire. La conquête du pouvoir par le prolétariat, qui est le point de départ de l'œuvre de construction économique communiste, amène la suppression violente et immédiate des organes démocratiques, qui seront remplacés par les organes du pouvoir prolétarien, les conseils ouvriers. La classe des exploités étant ainsi privée de tout droit politique, la dictature du prolétariat se réalisera par la même comme système de gouvernement et de représentation de classe. La suppression du parlementarisme est donc un but historique du mouvement communiste. La première forme de la société bourgeoise qui doit être renversée avant la propriété capitaliste, avant même la machine bureaucratique et gouvernementale de l'Etat, c'est justement la démocratie représentative.

3) Il en sera de même des institutions municipales ou communales de la bourgeoisie qu'il est faux d'opposer théoriquement aux organes gouvernementaux. En fait, leur appareil est identique au mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie ; elles doivent être également détruites par le prolétariat révolutionnaire et remplacées par les soviets locaux de députés ouvriers.

4) Pendant que l'appareil exécutif, militaire et policier de l'Etat bourgeois organise l'action directe contre la révolution prolétarienne, la démocratie représentative constitue un moyen de défense indirecte qui repand dans les masses l'illusion d'un processus pacifique de leur émancipation, et l'illusion que la force de l'Etat prolétarien peut être aussi à base parlementaire avec droit de représentation à une minorité bourgeoise. Le résultat de cette influence démocratique sur les masses du prolétariat a été la corruption, dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action, du mouvement socialiste de la II^e Internationale.

5) La tâche des communistes à l'heure actuelle dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution, est avant tout de délivrer le prolétariat de ces illusions et de ces préjugés répandus dans ses rangs avec la complicité des anciens leaders social-démocrates et qui le détournent de sa route. Dans les pays où un régime démocratique existe depuis longtemps et a profondément pénétré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité, non moins que dans celle des partis socialistes traditionnels, cette tâche a une importance très marquée, et elle se présente au premier plan des problèmes de la préparation révolutionnaire.

6) La participation aux élections et à l'activité parlementaire pouvait, dans la période du mouvement inter-

national du prolétariat, où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité prochaine, et où il n'était pas encore question de la préparation directe à la réalisation de la dictature prolétarienne, offrir des possibilités de propagande, d'agitation et de critique. D'autre part, dans les pays où une révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans ces organes représentatifs peut offrir la possibilité d'influer le développement des événements pour faire aboutir la révolution à la victoire du prolétariat.

7). Dans la période historique actuelle (ouverte par la fin de la guerre mondiale avec ses conséquences sur l'organisation sociale bourgeoise, par la révolution russe, première renaissance de la conquête du pouvoir par le prolétariat et par la constitution de la nouvelle Internationale en opposition au social-démocratie des traités), et dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe aucune possibilité d'utiliser pour l'œuvre révolutionnaire des communistes la tribune parlementaire, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exige que les communistes conduisent une agitation pour le boycottage des élections de la part des ouvriers.

8). Dans ces conditions historiques, le problème central du mouvement étant devenu la conquête révolutionnaire du pouvoir, toute l'activité politique du parti de classe doit être vouée à ce but direct. Il est nécessaire de briser le mensonge bourgeois qui a laissé croire que toute rencontre des partis politiques adverses, que toute lutte pour le pouvoir, doit se dérouler dans le cadre du mécanisme démocratique, par des élections et des débats parlementaires, et on ne peut pas y réussir sans rompre avec la méthode traditionnelle d'appeler les ouvriers aux élections auxquelles ils sont admis à côté des membres de la classe bourgeoise et en finir avec le spectacle des délégués du prolétariat travaillant sur le même terrain parlementaire que ses exploités.

9). La pratique ultra-parlementaire des partis socialistes traditionnels a trop répandu la conception dangereuse que toute politique consiste dans l'action électorale parlementaire. D'autre part, le dégoût du prolétariat pour cette pratique de trahison a rendu le terrain favorable aux erreurs syndicalistes et anarchistes qui ont toute valeur à l'action politique et à la fonction du parti. C'est pour cela que jamais les partis communistes n'obtiendront un large succès dans la propagande de la méthode révolutionnaire marxiste, s'ils n'appuient leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise.

10). La très grande importance qu'on donne en pratique à la campagne électorale et à ses résultats, le fait que pour une période assez longue le parti lui voue toutes ses forces et ses ressources en hommes, en presse, même en moyens économiques, concourt d'un côté, malgré tous les discours des meetings et toutes les déclarations théoriques, à affermir la sensation que c'est là la véritable action centrale pour les buts du communisme ; et de l'autre côté provoque l'abandon presque complet du travail d'organisation et de préparation révolutionnaire, en donnant à l'organisation du parti un caractère technique tout à fait en opposition avec les exigences du travail révolutionnaire aussi bien légal qu'illégal.

11). Pour les partis qui ont passé, par une résolution de leur majorité, à la 3^e Internationale, le fait de continuer l'action électorale empêche la sélection nécessaire des éléments social-démocrates sans l'élimination desquels la 3^e Internationale manquera à son rôle historique, et ne serait plus l'armée disciplinée et homogène de la Révolution mondiale.

12). La nature même des débats qui ont pour théâtre le Parlement et les autres organes démocratiques exclut toute possibilité de passer, de la critique de la politique des partis adverses, à une propagande contre le principe même du parlementarisme, à une action qui dépasse les bornes du règlement parlementaire, de même qu'il n'est possible d'obtenir le man-

Bordiga dans sa lettre à Korsch publiée par Prométéo a remarqué cette faute de Lénine. Ce qu'il a oublié de remarquer, c'est la faute que tous ceux qui ont suivi Lénine dans l'expérience du Comintern, Bordiga compris, nous autres compris. Ce manque d'objectivité même a oublié le mérite de ceux qui n'ont pas suivi Lénine dans sa tentative. Et la responsabilité augmente si des éléments comme Bordiga et tant d'autres, sachant que la ligne Léniniste mènerait à la faillite de la III^e Internationale, ne l'ont pas dit avec toute la clarté nécessaire.

Aujourd'hui encore il est pénible de constater que les représentants de la ligne de Bordiga font mine de considérer cette ligne comme tendance originale et spécifique de la gauche dans l'Internationale, alors qu'elle est bien plutôt une branche retardataire de la véritable gauche marxiste, celle dont en 1919 et 1920, les représentants étaient Panthours en Angleterre et en Hollande les Tribunistes: Gorter et Pannekoek.

« Le Soviet » organe de la fraction abstentionniste dans le Parti Socialiste Italien, a pourtant publié une brochure de Pannekoek ! Celle enfin qui trouvait son expression en Allemagne dans le Parti Communiste Ouvrier, contre lequel sont dirigées presque toutes les attaques de la Maladie infantile de Lénine.

Il n'y a pas à le cacher, seuls les Tribunistes et les extrémistes allemands se refusèrent à suivre la ligne de Lénine. C'est Hermann Gorter dans sa lettre ouverte à Lénine, écrite pour lui et pour le parti communiste allemand qui dénonça la fautive ligne de Lénine.

Déjà la « vieille taupe » a exécuté son jugement. Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne Léniniste a mené aux pires défaites, la constitution des partis de masse a formé par dessus le marché un nouveau rempart opportuniste et contre-révolutionnaire dans le camp du prolétariat. La révolution mondiale a trouvé dans ces partis des saboteurs et non des guides.

La ligne de Lénine était celle de l'unité, la ligne de Gorter celle de la scission. Or quel a été le résultat de la tactique de l'unité ? La défaite et ensuite la décomposition.

Aujourd'hui, l'expérience accomplie, il ne s'agit plus de sauver le Comintern en s'accrochant désespérément au Léninisme, comme le fait presque toute l'opposition, il s'agit de condamner à la lumière de l'expérience historique ce même Léninisme. Et par là nous entendons l'opportuniste tactique, qui ne peut créer artificiellement l'unité, mais retarde le processus spontané de l'unification révolutionnaire. Et en même temps il faut se tourner vers la ligne de gauche vers le « radicalisme infantile », qui en 1920 avait déjà condamné Lénine.

Cela peut sembler un paradoxe mais la « vieille taupe » s'est chargée de prouver que ce n'était pas l'extrémisme qui était la maladie infantile du communisme. C'était au contraire le Léninisme. Les rapports des forces sociales en Russie, qui étaient bien moins avancés que dans l'Europe Occidentale et l'Amérique ont formé la base de l'infantilisme Léniniste. C'est ainsi que Lénine et les Léninistes ont cru pouvoir appliquer le même stratagème qu'en Russie dans les autres pays, qui n'avaient plus une révolution bourgeoise à faire. Le Léninisme, qui n'a pas su tirer de l'expérience occidentale les éléments de maturation s'est transformé en despotisme et en réaction aussi bien en Russie que sur le terrain international. Et c'est ainsi que le prolétariat a vu augmenter le nombre de ses ennemis. Il n'a plus affaire seulement avec la démocratie et la social-démocratie bourgeoise, il a affaire aussi avec cette contre-force du communisme qu'est le bolchevisme.

L'aspect fondamental de la maladie infantile Léniniste était le compromis. Le compromis a été donc appliqué dans la formation des partis de la III^e Internationale. En 1919 et 1920 les éléments extrémistes ou ultra-gauches tendaient tous à l'anti-parlementarisme total ; le Léninisme engagea une lutte contre ces éléments, qui ou bien se laisserent plier, ou bien furent chassés des rangs du Communisme officiel. L'anti-parlementarisme dans son aspect radical était une manifestation générale du degré de conscience que le prolétariat avait atteint par l'expérience de la guerre dans les pays

dat qui donne le droit de parler si on se refuse de se soumettre à toutes les formalités établies pour le procédé électoral. Le succès de l'escrime parlementaire ne sera jamais qu'en raison de l'habileté de manier cette arme commune, des principes sur lesquels l'institution elle-même se fonde et des ficelles du règlement. De même le succès de la campagne électorale se jugera par le nombre des voix ou de mandats obtenus. Tout effort des partis communistes pour donner un caractère tout à fait différent à la pratique du parlementarisme ne pourra qu'amener à la faillite les énergies qu'on devra dédier à cet œuvre de Sisyphe, et que la cause de la révolution communiste appelle sans retard sur le terrain de l'attaque directe du régime de l'exploitation capitaliste.

capitalistes avancés. Par cela même il n'y avait pas à confondre, comme Lénine l'a fait, cette manifestation du développement révolutionnaire des pays les plus avancés avec l'otzovisme russe. Mais le système de l'analogie est un des procédés (pas toujours dialectique) de l'idéologie Léninienne. On a accepté dans les rangs de l'Internationale des démagogues parlementaires, qui grouillaient dans le Parti Socialiste Indépendant, dans la gauche des S. F. I. O. en France dans le Parti Socialiste en Italie. C'est ainsi qu'on donna des « chefs » aux masses du Comintern.

D'un côté l'extrémisme fut combattu et chassé, de l'autre on permit à l'opportuniste parlementaire de s'installer dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne. C'est ainsi que l'anti-parlementarisme des extrémistes justifié historiquement par le conflit entre le parlement organe politique du capitalisme et les conseils, organes politiques du prolétariat, fut condamné par le Léninisme et n'eut pas de place dans le Comintern.

Il est bien clair que le premier pas du bolchevisme vers le compromis, devait le détacher des meilleurs éléments révolutionnaires et par cela même de la véritable réalité révolutionnaire. A la lumière de l'expérience historique nous pouvons dire aujourd'hui que la question parlementaire n'était pas du tout une question secondaire, car elle manifestait dans son interprétation différente de la tactique communiste la différence fondamentale entre la révolution russe et la révolution occidentale. Aujourd'hui que la stratégie Léninienne a fait faillite et a mené le Comintern dans les rangs de la contre-révolution il apparaît clairement que si la III^e Internationale avait pu avoir dans sa base idéologique la force de l'anti-parlementarisme radical, cet épouvantail des opportunistes, le processus de dégénérescence de la III^e Internationale n'aurait pas été si facile et cet organisme aurait au moins gardé au prolétariat international ses positions révolutionnaires.

On ne s'est pas contenté d'appliquer le compromis sur le terrain des partis de masses et du parlementarisme. Après l'introduction de la Nep ce fut dans la théorie et la pratique du front unique, le compromis avec la social-démocratie internationale. On a essayé par une formulation diplomatique de cacher le véritable sens opportuniste de cette tactique, qui reflétait sur le terrain international la dégénérescence initiale de la dictature prolétarienne en Russie.

Miasnikou polémiquant en 1922 avec Lénine a justement remarqué qu'on essayait vainement de cacher la nature nettement social-démocratique de cette tactique sous des formules nouvelles « la corde et le pendu etc... » Cette tactique qui fut appliquée en même temps que le lancement du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan (mot d'ordre dénué de sens dans les pays capitalistes avancés) déclina au cours de peu d'années la nature opportuniste de la nouvelle internationale. Elle mena du reste en peu de temps le Comintern sur les positions mêmes où la Social-démocratie avait fait faillite en 1914.

En 1923 le Parti Communiste Allemand sous la direction de l'Exécutif de Moscou, lorsqu'il passa à la tactique du front unique avec la social-démocratie, il essaya de l'appliquer même avec les éléments fascistes d'Allemagne. Il exalta dans ce but la Nation et soutint en même temps que seul le prolétariat affilié avec tout les éléments sains du peuple pouvait défendre et sauver la patrie en danger. C'était la trahison ouverte des principes internationalistes.

Il y a eu des gens qui ont voulu faire passer la trahison de 1923 en Allemagne comme une simple faute — Ce sont, en effet, les mêmes gens qui aujourd'hui veulent entreprendre le redressement du Comintern — Mais personne ne devrait ignorer le discours de Badeck sur Schlegel, les discours de Boukharine et de Zetkine sur la position du Comintern vis-à-vis de l'Allemagne en 1923 ; personne ne devrait ignorer qu'on a, à cette époque, envisagé la coparticipation entre l'armée rouge et la Reichswehr. Personne, dans les rangs révolutionnaires ne devrait cacher le fait, qu'on n'a su jamais démentir : la Russie Soviétique a armé en 1922 et 23 la Reichswehr, contre laquelle luttait héroïquement le prolétariat allemand.

L'application du compromis poussé jusqu'à la trahison trouve ses bases théoriques dans la *Maladie Infantile* de Lénine et même dans « *Contre le Courant* » de Lénine et de Zinoviev. On a dit : Lénine n'en serait pas arrivé là. Mais quand nous faisons la critique du Léninisme nous ne pouvons pas prendre en considération cet argument (dont on trouvera d'ailleurs la condamnation dans le premier chapitre du 1848 en Allemagne de Karl Marx.) Ce qui importe c'est que le Léninisme en est arrivé là. Dans « *Contre le Courant* » Lénine prend des positions contradictoires sur la question nationale. Sa pensée oscille entre une position internationaliste très juste et des réserves de tactiques fausses. (Ainsi il va chercher des « forces révolutionnaires » historiquement mortes dans les guerres nationales, dans l'autonomie des peuples etc.) offrant une large base théorique à la trahison de 1923.

Talheimer, l'âme jumelle de Brandler (dont Souvarine (1) s'est fait en France l'apologiste) s'est fort bien servi de la

position équivoque de Lénine pour justifier, dans un article paru dans le *Kore Fahne* de 1923, le national-bolchevisme du P. C. A.

Dans ce cas encore la nature de l'idéologie Léninienne se révèle sous la forme d'un compromis, ancien style social, démocratique, en plein contraste avec l'idéologie de la gauche marxiste.

C'est ce que releva si justement Rosa Luxemburg, qui manifesta avec la gauche hollandaise et polonaise les tendances objectives de la révolution occidentale, et sut discerner dans les déviations Léniniennes de « *Contre le Courant* » les premiers manifestations du national-bolchevisme de 1923.

Le compromis bâtif qui créa dans un moment d'enthousiasme la III^e Internationale, cacha sous le boisseau ces différences dont l'importance se révéla plus tard. Et c'est avec un sens d'admiration qu'on lit la critique que Rosa Luxemburg fit de la Révolution Bolchevique et de sa fausse stratégie nationale, critique seulement ébauchée avant la mort de la grande théoricienne marxiste. L'enthousiasme, et ensuite la complaisance, qui ont fait taire la pleiade des chefs du Comintern, n'avait pas troublé l'objectivité dialectique de l'héroïne prolétarienne. Fort heureusement pour elle, elle n'a trouvé ni apologiste ni adorateurs dans l'Ecole Lénino-Boukharinienne.

Mais là encore le compromis Léniniste a essayé une défaite de plus et là encore il faut le condamner.

Pourant la leçon plus profonde infligée au léninisme par les faits est encore l'échec de la conquête des syndicats. Sur ce terrain le Bordighisme, le Brandlerisme, toutes les nuances, les tendances de la III^e Internationale ont suivi la même ligne. Et c'est dans ce but que tous ont soutenu la nécessité de rester dans les syndicats mêmes réformistes pour combattre le réformisme et pour remplacer les chefs réformistes par des chefs communistes, afin de révolutionner les syndicats. Jusqu'à hier nous avons été avec les « conquéreurs », nous avons cru à l'utopie de la conquête syndicale. Il nous a fallu bien réfléchir, voir triompher l'arbitrage, il nous a fallu fouiller dans l'expérience allemande, italienne, même russe pour nous apercevoir que même là le Léninisme avait dans sa ligne de compromis mal senti la réalité, que même là le Léninisme avait été infantile. Il avait oublié, en mauvais dialecticien, que les formes de la lutte des classes ne sont pas toujours les mêmes, que les organes originellement naturels peuvent être dénaturés et devenir surannés et réactionnaires. Aujourd'hui les « conquéreurs » échouent sur l'écueil de l'arbitrage obligatoire. Quels fruits amers cette erreur n'a-t-elle pas portés pour le prolétariat.

On a caché sous le boisseau de la théorie de la conquête le conflit historique entre les conseils d'usine et les syndicats, entre la révolution et la contre-révolution. On a bercé l'esprit des ouvriers dans l'illusion qu'en remplaçant des hommes avec des hommes, des fonctionnaires avec des fonctionnaires, on pouvait révolutionner des organes que l'histoire avait condamnés pendant la guerre et lors de la poussée révolutionnaire. Le Léninisme contre qui justement le réformisme soutint la nécessité de briser l'état, n'a pas compris que les syndicats qui s'étaient intégrés avec l'Etat, étaient aussi à briser. En Allemagne on a essayé de conquérir et on s'est laissé conquérir, en Russie les syndicats sont comme en Italie des corporations, ils forment l'état qui serre dans ses mâchoires la classe ouvrière.

Et les organes syndicaux, qui, en dehors de l'Internationale d'Amsterdam, prétendent conserver la tradition de la lutte de classe sont poussés fatalement dans la même direction que les organisations jaunes. Leur nature réformiste l'emportera et même l'emporte déjà sur leur phraséologie révolutionnaire. D'un côté l'influence anti-prolétarienne de l'Etat Russe, qui en fait le jouet d'une politique contre-révolutionnaire, de l'autre leur essence, qui les enferme dans les limites restreintes des revendications partielles, développant en eux des organes de coparticipation de classe, des entraves au développement de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Pour ces raisons nous refusons de voir plus longtemps en eux des formes révolutionnaires de la lutte de classe. Quant aux organisations, qui en dehors de la Section Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale Syndicale Rouge de Moscou, cherchent la solution de la lutte de classe sur le même terrain, c'est-à-dire dans la même forme où les autres ont déjà révélé ou sont en train de révéler leur impuissance, elles sont destinées à faire la même fin. Que ce soit en Allemagne, où elles ont choisi le terrain de la scission, ou en France où elles s'accrochent à la théorie de la conquête, (il suffit de donner un coup d'oeil à l'action et à la théorie de la Ligue Syndicaliste pour s'apercevoir que celle-ci est déjà dans l'ornière de la collaboration de classe), elles ne font que démontrer plus complètement cette réalité.

On ne peut conquérir les syndicats à la révolution, on ne peut créer des syndicats révolutionnaires. La contradiction entre la lutte pour le bout de pain et la lutte pour la révolution, elle s'est résolue historiquement dans les

Recents progrès de la dialectique matérialiste chez Trotsky et ses épigones

Il est connu que Léon Davidovitch se pique d'être un dialecticien impeccable et que ses disciples, tels que les gens de *Contre le Courant*, du *Redressement Communiste* et de *Prométo*, du *Léninisme*, etc., se tiennent plus ou moins scrupuleusement à cette règle en ayant recours à la dialectique matérialiste.

Il suffit de lire la réponse de Léon Trotsky à un décalé (c'est-à-dire un camarade de l'opposition) du *Centralisme Démocratique* ou groupe des *10* : Sapiro, Smirnov, etc., pour voir comment l'ex-chef de l'Armée rouge esquive les questions précises du camarade décalé en lui opposant à chaque pas le mot de dialectique. Il semble que cette expression, chez le grand chef qui a découvert en 1929 dans la presse et l'édition bourgeoise un moyen équivalent au « wagon plombé » de Lénine (1), assume une signification esotérique, incompréhensible.

Au cours de moins d'un an, Léon Trotsky nous a renouvelé périodiquement les preuves d'une incohérence que nous ne jugeons pas du tout dialectique. Il nous débite des analyses de la situation russe qui sont chacune en contradiction avec l'autre. Il en tire des conclusions qui sont le bouleversement de toute la méthode matérialiste et dialectique. Evidemment pour Trotsky et ses suivants le mot dialectique est devenu synonyme d'inconséquence.

Pour ceux qui auront lu tous les différents documents de Trotsky (lettres et articles parus pour la plupart dans « Contre le Courant », organe de l'opposition de gauche (2) dans le P.C.F.), il ne sera pas difficile de nous suivre dans l'examen et la critique que nous allons tenter de l'activité idéologique du chef des Redresseurs du Communiste.

Dans un de ces documents, paru dans le « Redressement Communiste » sous le titre de « Nouvelle Etape », Léon Trotsky, au cours d'une analyse extrêmement contradictoire avec les conclusions qu'il en tire nous dit que la dégénérescence de la dictature prolétarienne est dans une phase de « pré-kérenskisme à rebours... » Conclusion : La dictature du prolétariat existe encore.

Quelques temps après, dans un article qui se rapporte à la même période et qui paraît dans « Contre le Courant », le même Trotsky nous annonce qu'en Russie on se trouve dans une phase de « kérenskisme à rebours ». Mais il nous dit en même temps que le kérenskisme à rebours n'est pas du bonapartisme, mais du « pré-bonapartisme ». Et dans une lettre aux ouvriers russes et des autres pays parue encore dans « Contre le Courant », il ne veut pas affirmer que la dictature du prolétariat aurait disparu en Russie. Conclusion : Le kérenskisme à rebours, le pré-bonapartisme sont « encore » la dictature du prolétariat.

On voit très bien que notre grand théoricien a enrichi le matérialisme historique de deux sensationnelles découvertes : le pré-kérenskisme et le pré-bonapartisme. Quant à la base analytique de ces révélations on les trouve dans un autre et interminable article de Trotsky dans « Contre le Courant », où la nature originelle de ces deux phénomènes politiques est justifiée comme le produit d'une période de plusieurs années de réaction à l'intérieur de la dictature prolétarienne.

Ici, il est clair que l'adversaire de Staline se place sur un terrain purement logique et antidialectique. Il oublie la différence de qualité qui sépare la dictature prolétarienne de la dictature bourgeoise. L'une est définie par son processus d'élargissement au gouvernement direct de tous les ouvriers et, à travers la suppression des classes non prolétariennes, à l'abolition de l'état.

L'autre se caractérise par la concentration du pouvoir direct entre les mains d'un appareil spécial, gardien de l'équilibre des classes et du milieu social actuel.

Si l'on considère la différence profonde admise par Marx entre les dictatures ouvrière et bourgeoise, la prémisse Trotskiste d'une nature prolétarienne du pré-kérenskisme et du pré-bonapartisme s'effondre complètement. Si la dictature du prolétariat n'est plus la classe ouvrière organisée comme Etat, si le prolétariat ne s'exprime pas à travers ses organes comme une force révolutionnaire par rapport à elle-même et par rapport aux autres forces de classe, qu'en reste-t-il ? Lorsqu'une minorité ou une fraction étendue composée de « parvenus de la classe ouvrière » (le mot ne nous appartient pas, il est de Trotsky lui-même) réagit sur le reste, lorsqu'elle entraîne des modifications politiques et économiques réactionnaires, lorsqu'elle s'organise en couche sociale dominante par rapport à l'autre partie, c'est-à-dire au vrai prolétariat, à ceux qui sont restés des prolétaires, lorsqu'elle se maintient à la direction politique en renforçant l'oppression de ces prolétaires et en passant des compromis avec leurs exploités, peut-on supposer que la dictature est aux mains du prolétariat, ou bien qu'elle est concentrée aux mains d'un appareil étatique conservateur, selon le système bourgeois ? (1)

(1) Nous voulons faire remarquer à ce sujet que le mot caste que nous employons pour caractériser cette énorme couche de parvenus évaluée à plus de 2 millions par Sizoff dans un récent article de la *Lutte de Classes*, nous a été reproché à tort par les épigones mar-

Le pas décisif qui sépare la dictature prolétarienne de l'état bourgeois n'est pas à franchir. Il a été franchi. La détermination de la dégénérescence actuelle remonte à la N.E.P., au compromis initial entre les éléments prolétaires et bourgeois de la Révolution russe, qui a créé un abîme entre la révolution russe et la révolution en occident, qui a ouvert une base économique et pour l'embourgeoisement de l'appareil prolétarien, des fonctionnaires, employés, etc., et qui finalement a ramené et fixe la révolution russe dans un stade infantile et bourgeois. C'est la N.E.P. qui a marqué le début de l'hégémonie prolétarienne.

Il est patent qu'il ne s'agit pas pour Trotsky lui-même d'une réaction à l'intérieur de la dictature prolétarienne, mais d'un processus de différentiation économique et sociale au sein de la classe ouvrière. Le mérite d'avoir pleinement prévu ce processus de différentiation revient à Miasnikov, qui en 1927, critiquant la manière dont Lénine lui-même appliquait la NEP (Miasnikov ne condamnait pas complètement la NEP comme nous le faisons aujourd'hui et comme l'ont fait bien avant nous les camarades du Parti Ouvrier Communiste allemand) ne manquait pas de souligner le danger de la division de la classe ouvrière russe en deux parties.

Comme nous l'avons remarqué plus haut, cette différentiation qui mène une partie de la classe ouvrière hors des positions économiques et sociales vraiment prolétariennes a provoqué le changement de qualité dans l'appareil gouvernemental. C'est là le saut de la quantité à la qualité dont Trotsky, Treint et autres « dialecticiens » nous rabattent les oreilles. Seulement les adversaires de « l'austro-marxisme à rebours » se refusent à le voir dans la réalité, sous prétexte qu'il doit se manifester comme un renversement tout d'une pièce, par un Octobre à rebours, par un « Thermidor », une « semaine sanglante », un « deux décembre » (on voit que les fausses analogies historiques ne manquent pas et laissent l'embarras du choix).

Sur ce terrain, nous avons opposé à « Prométo » (et cela parce qu'il se targuait d'être la fidèle image de la pensée bordiguiste) quelques lignes de Bordiga contenues dans la « Plateforme de la gauche », où il posait la double hypothèse d'un « coup » à l'intérieur de la Russie et d'une « absorption progressive » de la vie sociale et politique par les éléments bourgeois. Il est impossible d'équivaloir sur cette alternative, qui pose deux propositions en contraste évident. Pourtant « Prométo » prétend ne voir là qu'une seule et unique hypothèse, et se permet de nous conseiller ensuite de ne pas chercher à interpréter Bordiga et Trotsky, qui n'ont pas de meilleures interprètes qu'eux-mêmes.

En ce qui concerne Trotsky, il nous faut bien pourtant, parmi tant d'interprétations incohérentes, essayer de mettre nous-même un peu d'ordre.

Le saut dialectique a-t-il eu lieu ? Nous pourrions l'affirmer d'après Trotsky lui-même, puisqu'il nous parle de kérenskisme à rebours, et qu'en même temps il cite (Lettre à l'Institut historique de Moscou) une phrase de Lénine où celui-ci définit le kérenskisme comme un bonapartisme pourri. Or le bonapartisme, pour Trotsky, ne peut se faire que par un saut, par un coup d'état, et dans ce but il va même chercher dans le compare Vorochilov un embryon de Bonaparte russe.

Mais Trotsky oscille perpétuellement entre deux images de la crise russe, entre deux définitions — aussi anti-dialectiques que possible — du kérenskisme à rebours. Dans l'une les positions sont inversées par rapport au kérenskisme de 1917, c'est-à-dire que la néo-bourgeoisie et son Bonaparte occupent en 1929, sous Staline, la position montante qu'occupait le prolétariat et le parti de Lénine sous Kerensky, et vice-versa. Mais, sous les formes de gouvernement qui en résultent dans l'un et l'autre cas revient à affirmer une identité de qualité entre la classe bourgeoise et le prolétariat, entre le pouvoir des bourgeois et celui des ouvriers, à faire des deux classes en lutte comme les deux têtes d'une figure de jeu de cartes. Dans l'autre, il s'agit du film d'Octobre se déroulant à l'envers, c'est-à-dire que les

« trotskiste-bordiguiste » de *Prométo*. Le mot caste est adopté par K. Marx lui-même dans le 18 brumaire de *L.N. Bonaparte* lorsqu'il affirme que Napoléon de petit fut obligé de s'appuyer, dans l'équilibre des autres classes sociales, sur une caste artificielle. Il va sans dire qu'en Russie, il ne s'agit pas de la caste artificiellement créée par Louis Bonaparte. Ici, il y a une base objective pour que cette caste se développe et devienne une classe. Cette base objective est le capitalisme d'état (que l'école Boukharinienne appelle industrie socialiste et que *Prométo* ne craint pas de qualifier d'industrie socialisée), et ses rapports avec le marché libre créé par la NEP. C'est là une base économique, qui donne à cette caste le caractère d'une classe en développement bien différent de la caste accouchée par « l'idée napoléonienne ». Mais la différence entre la caste de 1851 en France et la caste de 1929 en Russie ne doit pas faire oublier ce qu'il y a de commun entre elles : certains privilèges garantis par une certaine organisation étatique. Nous remarquons que *Prométo* s'attache avec acharnement à notre style : il a tenté aussi de ridiculiser notre expression de « capitalisme pur ». Il ne s'aperçoit pas que nous avons adopté cette expression pour persifler Varga, qui s'en sert très souvent dans ses rapports sur la situation économique.

acteurs ne changent pas de rôles, gardent leurs attributs et leur logique propre, à cela près que cette logique procède à la façon des écrevisses, que la pierre revient dans la main qui l'a lancée et que les rôles sont recités de la dernière syllabe à la première. Nous n'aurons pas la cruauté d'insister plus longtemps sur les mérites de ce déterminisme historique perfectionné à marche inversable dont le brevet appartient sans doute au fabuleux auteur de la machine de Chicago, laquelle en cas de mévente des saucisses restituait le cochon vivant.

Mis au pied du mur par l'ouvrier Borodai, qui demande à toucher du doigt ce qui reste de la dictature prolétarienne, Trotsky parle de dialectique, d'hétérogénéité du Parti et de dualité de pouvoir. Point n'est besoin d'être dialecticien pour constater l'hétérogénéité d'un parti où les ouvriers voisinent avec une imposante majorité de fonctionnaires et de ruraux, et où le nombre des cellules pourries l'emporte de beaucoup sur celui des parties saines. Mais la dialectique devient nécessaire pour synthétiser les aspects contradictoires de la réalité, pour la reconstituer dans son unité. L'ouvrier Borodai, lui, aperçoit les traits fondamentaux de cette réalité : une classe ouvrière numériquement faible, hiérarchisée par des différences considérables de salaires et de privilèges politiques, un parti et un état dont le fonctionnement bureaucratique échappe au contrôle des prolétaires par l'interposition d'un énorme appareil embourgeoisé, des cellules et des syndicats dont le rôle capital est d'imposer au nom d'une phraséologie ouvrière l'accélération du travail et le châtiment des « fortes têtes », tout cela constitué un état de choses qui n'a pas plusieurs noms. Cependant le dialecticien Trotsky se refuse à voir plus loin que la bi-popularité, que l'hétérogénéité du Parti, qu'une dualité de principe d'où il tire arbitrairement la notion d'une dualité de pouvoir. Il se refuse à voir que le pôle « bourgeois » Outraloviste du pouvoir, et « le pôle » prolétarien « Trotskyste » sont tous deux intégrés en fait dans le pouvoir unique de l'appareil gouvernemental, dans le néo-bonapartisme de Staline oscillant entre les classes (?).

Ici, nous rencontrons de nouveau les railleries de « Prométo », qui prétend se payer notre tête aux dépens de Marx et Engels en personne : « Un Etat qui oscille entre les classes, un Etat bourgeois ! » s'écrit-il. Or, pour Engels, le bonapartisme a un caractère « apparent entre les classes ». (Origine de la famille, de la Propriété et de l'Etat). Intermédiaire apparent, car tout gouvernement qui se pose en intermédiaire entre la bourgeoisie et le prolétariat agit en réalité le jeu de la bourgeoisie. « Il n'y a, nous dit Marx dans le « 18 Brumaire », que le chef de la société du 10 décembre qui puisse sauver la société bourgeoise ». C'est le cri de la bourgeoisie française en 1851. Mais cela n'est pas tout, Marx en arrive à appeler Louis-Bonaparte « l'homme qui personnifie la bourgeoisie ». Et pourtant, c'est Marx lui-même, et non pas seulement Engels, qui nous affirme dans le même ouvrage que seulement sous Napoléon III, l'état nous apparaît pour la première fois dans la pleine possession de son indépendance ». Il en est de même, d'après Engels du gouvernement de Bismarck ; lui aussi oscille entre les classes, lui aussi est cependant un gouvernement bourgeois. Lorsque « Prométo » croit nous railler en nous prêtant cette opinion que le gouvernement de Nitte oscille entre les classes, il nous attribue le bien d'autrui. Il s'agit d'une affirmation de Bordiga qui se trouve, croyons-nous, dans un article qu'il eut à écrire sur le « 18 Brumaire » de Karl Marx.

En somme, chez les grands maîtres du matérialisme historique, l'état bonapartiste est au fond un état bourgeois du type le plus achevé « encore en puissance ». L'histoire a confirmé la pensée de Marx et celle d'Engels : c'est à travers les gouvernements de Louis Bonaparte et de Bismarck, que la bourgeoisie est arrivée à son épanouissement économique et de là à son hégémonie totale.

Quant à la dictature prolétarienne, la théorie enseigne qu'elle ne peut ni développer le socialisme, ni se conserver elle-même si elle ne développe pas la révolution prolétarienne sur le terrain international. Cela est particulièrement vrai pour un pays mal développé au point de vue industriel. Or la révolution prolétarienne ne s'est pas développée en 1919-1920 dans les pays occidentaux avec la même largeur qu'en Russie, et son échec a mené le parti bolchevik à accomplir une retraite sur le terrain économique et politique. Que restait-il à faire aux bolchévicks de 1921 vis-à-vis d'une situation internationale défavorable et d'une situation intérieure difficile ? Ils avaient, en 1920, avec la marche sur Varsovie, fait une suprême tentative pour hâter le développement révolutionnaire en occident, bien qu'ils n'aient pas su tirer tout le profit possible de cette action, que Trotsky, parait-il, considère comme une erreur. En 1921, il n'y avait que deux issues pour les communistes russes : Ou bien la lutte désespérée, héroïque, contre les forces intérieures et extérieures de réaction et « très probablement » l'écrasement et la mort dans la lutte, ou bien le compromis avec les forces bourgeoises, l'abandon sans résistance des positions révolutionnaires, l'absorption douce des forces communistes dans les nouveaux

(1) Il est question ici des deux tendances politiques entre lesquelles oscille le bonapartiste de Staline, et non de la personne des camarades victimes de leur opinion.

rappports bourgeois de production introduits par la N.E.P.

La NEP est venue démontrer cette vérité que si l'état bourgeois et la classe bourgeoise doivent être anéantis pour que puisse se développer la politique propre des ouvriers, c'est-à-dire l'expropriation des exploités et la suppression de l'exploitation, s'il est par conséquent impossible que la révolution prolétarienne coexiste avec les formes bourgeoises de vie et de gouvernement, il n'est nullement impossible à un gouvernement ouvrier dans certaines conditions de se rallier pacifiquement à une politique bourgeoise, et d'abandonner pour elle une révolution prolétarienne commencée, laissant dans la phase bourgeoise.

Tant qu'elle n'a pas profondément modifié les conditions sociales héritées du capitalisme, tant qu'elle se limite à l'espérance, à la possibilité accordée au prolétariat de réaliser sa mission historique, la révolution et la dictature du prolétariat peuvent s'étendre lentement, la bourgeoisie peut reprendre les rênes par l'intermédiaire des hommes de confiance de la classe ouvrière et, sous le masque de l'accumulation socialiste, elle peut réintroduire l'exploitation qui est sa base de développement social.

Si l'on admet que la N.E.P. était, en 1921, la seule issue, on reconnaît par là même l'hégémonie des forces bourgeoises dans la révolution russe, on reconnaît que le prolétariat n'avait pas encore la conscience révolutionnaire internationaliste de son rôle de classe, on reconnaît que l'hégémonie du P.C.R. n'exprimait pas celle de la classe ouvrière, mais était une formation politique où se manifestaient les contradictions de plusieurs classes.

Cette manière d'envisager le problème mériterait une critique fondée sur une analyse très profonde de tout le développement historique russe et international. C'est là une conception qui a des côtés forts et des côtés faibles ; mais qu'on ne peut pas réfuter par des considérations a priori.

C'est ainsi que cette conception ne mène pas aux positions social-démocrates et menchéviques qui étaient celles de Zinoviev et Kamenev en 1917. Ces derniers étaient des contre-révolutionnaires parce qu'ils s'opposaient au développement ultérieur de la révolution, développement auquel le prolétariat avait à participer, même s'il n'était qu'un acheminement vers l'étape authentiquement prolétarienne. Un marxiste et un communiste est en droit de considérer comme bourgeois le contenu de la révolution russe de 1917 ; si ce camarade a en vue les intérêts de la révolution, il n'y a pas à la traiter de menchévique et de contre-révolutionnaire. On ne peut pas non plus condamner comme tels certains mouvements dirigés contre l'hégémonie révolutionnaire des bolchévicks, qui pourraient bien avoir les sources de classes les plus authentiquement prolétariennes.

La révolte des matelots de Kronstadt mériterait aujourd'hui une analyse plus objective et plus profonde que les remarques superficielles consacrées à elle par Lénine dans son « Impôt en nature ». La question se pose de savoir s'il ne s'agissait pas d'un mouvement plus révolutionnaire que celui des bolchévicks. En tout cas les bolchévicks n'ont jamais pu prouver que ce mouvement fut lié aux forces réactionnaires de la bourgeoisie internationale, et ils ne pourront jamais persuader à des révolutionnaires conséquents que ces mêmes marins rouges et prolétariens, avant-garde du mouvement de classe, en 1905 et 1917, étaient tout à coup devenus, en 1921, des fils de paysans et même de koulaks.

La retraite sur les positions de la NEP a été légitimée par tous les épigones du Léninisme et même par les éléments de l'opposition ouvrière. Miasnikov et le groupe ouvrier communiste russe ont cru que la position transitoire de la NEP pouvait dans certaines conditions servir de base à un nouvel essor des forces socialistes en Russie, en cas de reprise du mouvement révolutionnaire international. Mais le compromis initial ne pouvait qu'en entraîner d'autres, aucun répit n'était possible entre la révolution et la contre-révolution, entre la marche au socialisme et la marche au capitalisme. La NEP, économiquement et socialement ne signifiait pas, comme l'ont avancé les léninistes, une « alternative » entre le socialisme et le capitalisme, mais une « ambiguïté » : la marche du capitalisme sous le masque du socialisme. Politiquement, la NEP constituait la prémisses d'une contradiction fondamentale entre le développement de la révolution en occident et la reconstruction d'une économie en Russie. En fait, elle rendait illusoire dès l'origine la jonction entre les bolchévicks russes et les forces révolutionnaires montantes de l'Europe centrale et occidentale. Miasnikov voulait pallier aux conséquences de la NEP en établissant l'alliance des bolchévicks et des ultra-gauches de préférence au compromis des bolchévicks avec les social-démocrates. Il oubliait que la NEP elle-même empêchait les bolchévicks de rechercher l'alliance avec l'extrémisme.

La voie de la lutte prolétarienne désespérée était donc la seule issue révolutionnaire. Elle impliquait les mêmes devoirs aux ouvriers russes et aux communistes des pays occidentaux. Elle se fondait sur cette philosophie de l'offensive que Trotsky (l'homme de la révolution permanente...) a trouvée moyen de condamner au 3^e congrès de l'Internationale Communiste.

Cette philosophie de l'offensive, qui nous vaut de la part de Paz la qualification de menchévicks, est pourtant celle que même les droitiers Boukharine,

Humbert-Droz, Brandier, etc... ont préconisée lors de la montée révolutionnaire de 1920-1921 ; c'est celle que Marx admire dans les figures viriles de la révolution bourgeoise de 89-93. C'est bien elle qui anime les articles du « Contre le Courant » de Lénine et Zinoviev (et non, bien entendu, celui de Paz et de Delfosse). C'est cette philosophie de l'offensive, qui, sur le terrain de la révolution permanente, poussait Marx à envisager comme seule issue pour une révolution prolétarienne en France en 1848, la guerre révolutionnaire contre l'Europe. C'est elle aussi sans doute qui lui fit voir en Blanqui la personnification de cette « offensive » qui pouvait, dès le XIX^e siècle, ébranler dans le sens prolétarien l'Europe bourgeoise et semicapitaliste, comme elle avait bouleversé déjà l'Europe féodale par les armées de Napoléon.

Mais la philosophie de l'offensive, la révolution permanente, la guerre révolutionnaire, ce drapeau rouge que les bolchévicks en 1917 agitaient de tant les yeux de l'Europe attérée, la NEP l'a sagement retiré. Les communistes ont oublié le paragraphe final de Marx dans la « Misère de la Philosophie » : « Ce n'est que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonisme de classes, que les évolutions sociales cesseront d'être des révolutions politiques. Jusque-là, à la veille de chaque remaniement général de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours : « Le combat ou la mort : la lutte sanguinaire ou le néant. C'est ainsi que la question est inévitablement posée (Georges Sand) ».

Est-il possible d'affirmer aujourd'hui que ce choix n'était pas posé devant l'Internationale Communiste en 1921 ? Peut-on dire que seule la mort attendait dans la lutte suprême les bataillons de la révolution ? Qui sait si l'offensive turque de la révolution russe (ce que Leon Trotsky appellera aujourd'hui politique d'aventure) n'aurait pas éveillée les énergies qui existaient en puissance dans les masses prolétariennes d'Europe et du monde entier ?

Et surtout, comment Trotsky et les autres redresseurs et Don Quichotte du Léninisme, ne voient-ils pas dans ce moment historique décisif, dans ce moment où deux issues décidaient de l'hégémonie prolétarienne en Russie, le saut dialectique, ce fameux changement de la quantité en qualité qu'ils attendent encore aujourd'hui comme les hommes du moyen âge attendaient l'Apocalypse ? N'est-ce pas parce qu'ils ont été dans ce saut dialectique ce qu'ils sont restés depuis, les réformistes hésitants que les forces économiques et sociales ont broyés dans leur engrenage ?

C'est pour cela aujourd'hui qu'ils ne voient pas qu'il est faux d'appeler dictature du prolétariat un gouvernement qui, de leur propre aveu, développe les forces de la bourgeoisie, qu'il est faux, après une telle erreur, de prétendre être des marxistes et des dialecticiens.

L'analyse de Marx en 1871 sur la base de l'expérience de la Commune de Paris, est un progrès vis-à-vis de l'intuition historique contenue dans le « Manifeste Communiste ». Les conclusions que Marx a tirées de la Commune, conclusions d'une grande valeur pour la lutte de classe dans l'occident, ont été, il est vrai, défigurées par la social-démocratie. Lénine a contribué à leur rendre leur véritable aspect. Mais encore faut-il remarquer que les conclusions qu'il a tirées de l'analyse marxiste et de l'expérience russe ne dépassent pas les conclusions de Marx et marquent même une certaine régression par rapport à la conception marxiste et engelsienne de la dictature du Proletariat, régression également sensible dans la théorie et dans l'action.

Aussi le Léninisme n'est-il pas ici un complément moderne du marxisme, de même que la Révolution russe n'est pas dans ses résultats un dépassement de la Commune de Paris. Le Léninisme marque un recul vis-à-vis du Marxisme. Chez Marx, la démocratie ouvrière n'est pas identifiée avec la dictature du parti. Ce qu'on peut tirer de la conception marxiste, c'est la nécessité de l'élite prolétarienne, qui ne domine pas la classe ouvrière mais en est simplement une expression idéologique et organisatrice, qui tend au développement par lequel la révolution, le socialisme s'identifieront à la classe elle-même en son entier. Le rôle du Parti n'est pas un rôle de suprématie qui tend à s'éterniser, c'est un rôle d'éducation, qui complète la conscience politique de la classe ouvrière.

Si l'action du parti ne contribue pas au développement de l'état-classe, la dictature du prolétariat, la démocratie ouvrière, etc... restent de pures expressions théoriques. Dans la pratique le Léninisme a porté un coup mortel à la Dictature de classe par la sous-estimation, la négation du rôle des conseils d'usines qui étaient la base vivante de la démocratie ouvrière. Il a endormi cette base, dont la passivité étonne aujourd'hui. En même temps le Léninisme tend à une justification élargie du bureaucratisme. Chez Marx, règne la plus stricte intransigeance vis-à-vis de cette manifestation qu'il voudrait supprimer complètement. Pourquoi le souci du danger bureaucratique assume-t-il dans l'analyse de Marx une place aussi importante ? Pourquoi marque-t-il dans ce point précis la différence entre l'état bourgeois et l'état ouvrier ? Evidemment parce que Marx a vu dans ce danger le retour des forces bourgeoises au pouvoir. C'est là un élément de grande importance théorique, car il prouve que Marx n'a pas écarté l'hypothèse d'un retour du pouvoir bourgeois, même sans le « saut dialectique ». Si la pureté de la démocratie ouvrière n'atteint pas un

maximum possible, elle peut facilement dégénérer. Nous croyons que cette différence en apparence émince, distance que seule une critique objective du léninisme et du marxisme peut mettre en relief, explique l'attitude des actuels dialecticiens de l'école léniniste, Trotsky et consorts. Et même semble-t-il que les épigones léninistes, Trotsky etc... exagèrent le défaut fondamental du Léninisme lorsqu'ils identifient le kérénskisme à rebours et dictature prolétarienne. Car tout en admettant la bureaucratie, Lénine n'identifiait pas son existence avec celle de la dictature prolétarienne, il n'identifiait pas l'état ouvrier avec l'état bureaucratique de la bourgeoisie.

C'est pourtant à cette affreuse caricature de marxisme révolutionnaire que vous en êtes arrivé maintenant. Leon Davodovitch, voilà l'abandon, la trahison doctrinale que vous reprochez si volontiers aux autres à la manière du premier philistin bolchévick venu. Trotsky croit-il donc que le marxisme doit mou-

rir avec lui et avec cette contrefaçon hideuse de la dictature prolétarienne qu'est le « kérénskisme à rebours » ?... Et non, l'inexorable dialectique de l'histoire n'a pas besoin des contradictions de Trotsky avec lui-même pour prouver que le prolétariat est la seule force qui puisse détruire l'ordre bourgeois et le remplacer par l'économie socialiste, puisque l'homme qui vis-à-vis du kérénskisme de 1917 a adopté les moyens de la violence révolutionnaire, traite aujourd'hui d'aventuriers de la politique les éléments qui veulent adopter des mêmes moyens contre le kérénskisme de 1928-29, et puisqu'il préconise acharnement la réforme en face de l'oppression stalinienne.

L'histoire laissera Trotsky à son réformisme, puisque c'est là le rivage sur lequel il a finalement échoué l'esprit le chef de l'armée rouge, puisque tels sont les derniers résultats, les derniers progrès de la dialectique chez Leon Trotsky et ses épigones.

LES CONDITIONS HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION RUSSE

En Russie, il y avait avant la révolution de 1917 un prolétariat industriel de 6 millions d'ouvriers réellement impliqués dans le processus de production. Multiplions ce chiffre par 2 1/2 pour obtenir le chiffre exact du prolétariat industriel tout entier, et nous obtenons 15 millions. Cela représente 8 % de la population russe de l'époque (180 millions). Ce tout petit groupe, en 1917, a renversé le tsarisme et le capitalisme, dépossédé le capital et les propriétaires fonciers et introduit le communisme dans l'industrie, les transports et le commerce. Comment cela fut-il possible ? Comment une si petite puissance put-elle se manifester par de si grands effets ? Seulement à cause des conditions de production et des rapports de classes particuliers de la Russie.

Le capitalisme était peu développé et, de plus, presque exclusivement par le capital étranger. Le tsarisme, la classe des propriétaires fonciers et la bureaucratie étaient de même que le capitalisme faible) complètement ébranlés par la guerre. Mais avant tout : il existait une classe qui venait au secours du prolétariat : les paysans pauvres. Cette classe, extrêmement nombreuse en Russie (on cite le chiffre de 20 à 25 millions d'hommes) était l'héritage du serrage. Elle voulait déposséder les propriétaires fonciers et partager leurs terres entre ses membres. Un seul parti avait la volonté de les aider : les bolchévicks. C'est à cause de cela qu'elles les soutenaient. C'est seulement par l'aide des paysans pauvres, que les ouvriers industriels, ce petit nombre réussirent à mettre en pratique ce qui paraissait impossible : la construction du communisme. La révolution d'octobre fut même facile et vite faite.

Si donc les rapports de classes expliquent la révolution russe elle-même, ils n'expliquent pas moins la forme de la révolution.

En Russie, les ouvriers étaient encore intellectuellement peu développés, l'analphabétisme était presque général. Les paysans pauvres se trouvaient à un échelon encore plus bas, intellectuellement, que les ouvriers. A cause de cela, à cause de cette situation de classe particulière, il ne pouvait pas être question d'une dictature de classe des ouvriers et des paysans pauvres. Seule la dictature d'un parti (les bolchévicks) pouvait conduire la révolution, réfréner la contre-révolution, prendre le commandement des ouvriers et des paysans pauvres, tenir son rôle vis-à-vis de l'étranger, édifier le communisme.

Il n'en aurait pu être autrement. Les rapports de classe en Russie rendaient absolument nécessaire la dictature du parti et avec cela aussi dans une large mesure la dictature des chefs.

La dictature du parti et des chefs et l'entraînement de grandes masses non développées étaient considérés comme quelque chose de naturel ; dans la pensée des Russes, comme quelque chose qui se produit naturellement et qui doit exister partout.

Mais les rapports de classe ont vu bientôt une autre conséquence encore.

Lorsque se déclancha la contre-révolution, tandis que la révolution en Europe tardait encore, et que la misère s'accroissait dans les terribles guerres contre la réaction et l'étranger (en dépit des victoires remportées sur ces puissances), alors apparut ce fait : le communisme, édifié par une petite classe ouvrière et par une dictature de parti avec l'aide des grandes masses paysannes, n'était pour une bonne part qu'apparence. La masse des paysans, auxquels les bolchévicks avaient donné la terre, et qui étaient par cela devenus des propriétaires privés et non des communistes, exigèrent alors la liberté du commerce. Les communistes durent l'accorder, faire des concessions au capital étranger, céder des mines, des puits de pétrole, des forêts, réintroduire en partie le capitalisme. Ces mêmes rapports de classe (en premier lieu la prépondérance de la petite-paysannerie) qui avaient permis à un prolétariat restreint d'édifier le communisme, le forcèrent bientôt à l'abandonner en partie. Non seulement les rapports russes de classes, mais aussi les rapports mondiaux de classe, l'y contraignirent. Comme le prolétariat mondial ne venait pas à la rescousse par l'insurrection, la Russie restait seule. Et il se démontrait que le communisme ne peut pas subsister dans un seul pays.

Donc, les rapports de classes russes et mondiaux l'emportèrent sur le commu-

nisme russe. Le soutien d'une classe peu nombreuse, la dictature du parti et des chefs ne suffirent pas.

Si le prolétariat mondial ne vint pas maintenir en aide au prolétariat russe en faisant la révolution, si la révolution mondiale n'a pas lieu, la révolution russe périt.

Ainsi l'influence, la puissance des forces productives serait démontrée de nouveau d'une manière formidable, sans pareille :

On verrait la révolution prolétarienne de 1917 (elle fut communiste pour une bonne part, malgré le rôle joué par les paysans) ne faire par sa victoire sur le tsarisme et la noblesse féodale que pousser au pouvoir la bourgeoisie russe et sa démocratie. Elle serait donc au fond une révolution bourgeoise. Sans doute, les fruits qu'elle aurait portés pour le prolétariat resteraient inappréciables. Car elle a mené au prolétariat mondial les voies et les moyens pour la prise du pouvoir : les conseils ouvriers et la dictature du prolétariat.

Mais ce sont les conditions de production et les forces productives : l'étroitesse du prolétariat, grandes entreprises industrielles en faible nombre, prédominance de l'agriculture, nombre énorme des paysans pauvres et non-communistes qui l'auraient emporté dans l'économie russe, malgré les tentatives gigantesques du prolétariat russe, et qui lui auraient fait suivre le chemin ordinaire du féodalisme au capitalisme moderne : la démocratie bourgeoise pour n'aboutir qu'à un capitalisme qu'après cette étape seulement.

Alors que jadis le prolétariat fut utilisé comme auxiliaire par la bourgeoisie dans les révolutions bourgeoises pour renverser le féodalisme et construire l'état bourgeois, cette fois c'est le prolétariat lui-même, de son propre mouvement, qui aurait édifié l'état bourgeois.

Cela arriverait si le prolétariat mondial ne venait pas en aide au prolétariat russe pendant qu'il est temps encore.

Mais la puissance des forces productives et des conditions de production, dominerait le tout, serait alors prouvée d'une façon inouïe.

Et par cela, se vérifierait l'exactitude incontestable du matérialisme historique.

Herman GORTER.

(Décembre 1921)

NOS SOUSCRIPTIONS

Le passage qui précède est extrait de l'ouvrage de Gorter « Le Matérialisme historique ». Nous espérons pouvoir publier un jour une traduction française de cette œuvre capitale. En attendant deux tâches s'imposent à nous : publier le « lettre ouverte au camarade Lénine » du même auteur, qui est le manifeste le plus clair et le plus concis de la gauche internationale, et faire paraître, le plus régulièrement possible « L'Ouvrier Communiste ».

Ce dernier, dont nous avons voulu maintenir le prix à un niveau abordable même pour le travailleur le plus exploité, ne vit que des sacrifices d'une poignée de camarades ouvriers. Il est juste que quiconque le peut les aide à supporter les frais de parution du journal, en joignant au prix imposé sa contribution volontaire. Quant à la brochure de Gorter, nous faisons appel pour réaliser son édition et sa diffusion à la solidarité nationale et internationale de tous les vrais révolutionnaires.

Nous ouvrons donc deux souscriptions qui seront désormais permanentes : une pour le journal, l'autre pour les brochures.

Les cotisations sont reçues par le gérant du journal.

Louis Bonaparte prit aux capitalistes leur puissance politique sous prétexte de les défendre contre les ouvriers, à qui, par contre, il promettait de les protéger contre le patronat ; et, en fait, sa domination favorisa la spéculation et l'activité industrielle, en un mot l'essor et l'enrichissement de toute la bourgeoisie dans une mesure jusque-là inouïe.

FR. ENGUÉL.
Introduction de La Guerre Civile en France (1921)

FAUT-IL CONQUÉRIR LES SYNDICATS OU LES DÉTRUIRE ?

Dans le siècle passé, au début du mouvement de classe de la classe ouvrière, Karl Marx fut porté à considérer dans les organismes syndicaux, les formes par lesquelles la lutte de classe avait abouti à une lutte politique et révolutionnaire. Les expériences du chartisme en particulier contribuèrent à étayer historiquement l'opinion de Marx suivant laquelle les syndicats, école de socialisme, seraient l'arène de la révolution. Ce jugement ne peut pas être condamné si l'on considère la période historique, ou il fut formulé.

Mais si l'on se reporte à l'époque actuelle, il faut constater que les syndicats ont indignement speculé sur l'ancienne opinion de Karl Marx, pour attribuer aux formes syndicales l'exclusivité du rôle révolutionnaire. C'est un fait généralement ignoré en France et en Italie, que Marx, en observateur scrupuleux du développement de la lutte des classes, et en adversaire inflexible de toute conclusion dogmatique n'a nullement manqué de réviser son point de vue à la lumière de l'expérience historique. Il se rendit compte que les syndicats enlisés dans les sables de la résistance économique, n'étaient plus les organes naturels de la lutte de classe, comme l'affirment encore les épigones de l'école léniniste, (Trotskistes, Bordigkistes, Brandleristes, etc...) mais que leur fonction se limitait à résister à la tendance des capitalistes de réduire au minimum possible les frais d'existence du capitalisme.

Il est avéré que cette résistance des syndicats ne saurait amener aucune amélioration réelle et générale dans la situation ouvrière. La lutte économique dans les limites de la société capitaliste ne permettrait à l'ouvrier que de perpétuer sa vie d'esclavage, lors même que les crises de chômage ne viendraient pas enlever ensuite à de larges masses leurs moyens d'existence.

D'autre part Marx remarqua que les syndicats manquaient au rôle d'éducateurs révolutionnaires du prolétariat. Et c'était là, pour lui, l'élément essentiel de développement de la lutte de classe vers la victoire du socialisme. Il va de soi qu'aucun révolutionnaire ne saurait perdre de vue ce point de vue fondamental, qui contient en soi la libération du prolétariat et de la société tout entière.

Ce que Marx ne pouvait encore voir, c'est la fin des organisations syndicales dans le marais de la collaboration de classe. C'est ce que nous avons vu pendant et après la guerre.

Après la guerre mondiale et la révolution russe deux tendances se trouvèrent en face dans le mouvement communiste, deux tendances, qui donnaient au problème syndical des solutions complètement différentes. Les uns, les Léninistes, préconisaient la nécessité de conquérir les syndicats, c'est-à-dire de remplacer les chefs réformistes par des chefs communistes, ou bien de révolutionner les syndicats réformistes. Les autres, extrémistes d'Allemagne, tribunistes de Hollande, préconisaient la destruction des syndicats. Aux syndicats, comme instruments de lutte directe de la classe prolétarienne, étaient opposés les conseils révolutionnaires surgis spontanément en Allemagne au cours des mouvements insurrectionnels de 1918-19.

Il va de soi que ces deux tendances ne se manifestaient pas sans degrés intermédiaires. Il y avait encore des éléments soit communistes, soit syndicalistes qui préconisaient la sortie des syndicats réformistes, pour former des syndicats révolutionnaires.

Il faut remarquer que le Léninisme avait déjà rendu compte, surtout pendant la guerre, de la nature contre-révolutionnaire des syndicats et de la nature bourgeoise de leur bureaucratisme. Il est bien étrange que cette étude ne l'ait pas poussé sur des positions radicales. C'est qu'en 1920 l'école Léniniste a senti le besoin de capter la sympathie des masses et c'est ainsi qu'elle a amené le mouvement révolutionnaire dans le cercle vicieux de la conquête des syndicats. En fait, la théorie d'après laquelle les syndicats seraient les organes naturels du prolétariat n'avait aucune justification historique. Si même ces organes avaient été tels dans leur origine, ils avaient donné déjà la preuve de leur dégénérescence pendant et après la guerre. Ils n'étaient plus seulement des organes non-révolutionnaires, ainsi que Marx les avait définis, ils étaient aussi des organes qui avaient mené à la collaboration de classe, à la victoire des forces contre-révolutionnaires. Et ce n'est pas sans déplaisir, que nous lisons dans le discours de Bordiga au 2^e congrès du Comintern sur la question parlementaire que « le syndicat même quand il est corrompu reste toujours un centre ouvrier ! ». Cette affirmation est si enfantine, que n'importe qui peut en saisir l'évidente inconséquence. Bordiga, qui veut légitimer la théorie de la conquête Léniniste, légitime la possibilité de cette conquête même par les organes syndicaux réactionnaires, même par les corporations fascistes ! Cette manière d'envisager le problème syndical est d'ailleurs abstraite et anti-historique. Si

les syndicats sont corrompus, ce n'est pas certes à cause de l'existence du réformisme. Le réformisme est au contraire un produit de l'évolution des syndicats dans le sens contre-révolutionnaire. Le réformisme en Allemagne se développe dans la social-démocratie et la domine, mais il a ses racines, sa force dans les syndicats. La théorie de la conquête, qui admet la régénérescence syndicale, part évidemment du point de vue que des forces extérieures ont corrompu les organismes de la résistance prolétarienne et qu'il faut les chasser pour mettre à leur place des forces révolutionnaires. Si on part de ce point de vue, que la corruption syndicale comme phénomène historique trouve au raison d'être dans la nature du syndicat, il ne peut être question de vouloir concilier les nouvelles formes révolutionnaires avec les vieilles formes surannées corrompues de la lutte de classe. Cependant les élites politiques révolutionnaires, dont l'embryon se trouvait déjà dans la social-démocratie internationale avant et pendant la guerre et qui se manifestèrent dans les noyaux et partis communistes de l'immédiat après-guerre sont d'après la théorie de la conquête les organes surgis pour révolutionner les masses dans le vieil organisme syndical. Mais on va plus loin ! Les conseils d'usines, qui ne sont pas le produit d'une action de conquête des masses, les conseils d'usine qui se formèrent surtout en Allemagne après la guerre et qui entrent dans leur forme et activité révolutionnaire en conflit avec les syndicats n'ont aucune importance pour les théoriciens de la théorie de la conquête. En effet la théorie de la conquête, en s'aveuglant sur le conflit entre les syndicats et les conseils, a ravalé ces derniers au niveau d'organes légalisés subordonnés à la ligue contre-révolutionnaire de la C. G. T. Allemande.

Ainsi la nature anti-dialectique de la conquête se dégage de l'expérience historique du mouvement allemand. Elle nie le conflit entre les conseils révolutionnaires et les syndicats, c'est-à-dire entre les forces prolétariennes à l'usine et la bureaucratie syndicale. Elle prétend d'employer les nouvelles forces politiques pour régénérer les syndicats ; mais toute l'activité des conquérants n'empêche pas ces formes à régénérer de se corrompre de plus en plus. Elle n'empêche pas l'application de l'arbitrage obligatoire : bien mieux les forces de la conquête sont obligées de manœuvrer dans le milieu de la collaboration de classe. Le Léninisme qui s'est flûté toujours d'être surtout dialectique sur le terrain de la destruction de l'état n'a pas compris que les organes corrompus étaient aussi à détruire. Vis-à-vis des syndicats il s'est manifesté totalement réformiste, sinon réactionnaire. L'activité révolutionnaire des élites politiques du prolétariat ne devrait jamais les mettre en travers du processus historique, ne devrait jamais consister à cacher les conflits et à prétendre les résoudre par un système de stratégie à rebours.

La faillite de cette théorie Léniniste nous paraît aujourd'hui incontestable. Personne ne saurait le nier, si on considère les résultats que nous venons de souligner. Et c'est le comble de l'inconséquence, lorsque les conquérants s'accrochent encore, comme à une planche de sauvetage à cette théorie, que l'expérience historique a définitivement condamnée. On ne conquiert pas les organisations corrompues, on les détruit !

L'extrémisme infantile, contre qui le Léninisme enhardi par ces succès temporaires, dirige en 1920 les traits de son ironie, ne se laissa ébranler dans sa théorie de la destruction par la vague d'enthousiasme, qui à ce moment-là, aveugla l'esprit de bien des révolutionnaires. Ce n'était pas là une théorie abstraite et anti-dialectique, qui voulait appliquer à l'histoire des systèmes anodins. Le Léninisme, à travers la grande diffusion de ses théories, de ses conceptions, a réussi à répandre une caricature de l'extrémisme. Et Bordiga, lui-même contribue à défigurer l'extrémisme, lorsque dans son discours au II^e congrès du Comintern il dissimule au syndicalisme. Or la théorie « destructrice » de l'extrémisme est justement anti-syndicaliste. Le syndicalisme idéalise les formes syndicales, il voit en elles, éternellement le renouvellement des forces révolutionnaires. Dans le syndicat le socialisme atteint son but, ses formes parfaites.

En résumé pour cette théorie le syndicat est la seule forme, la forme éternelle, qui rajeunit toujours dans la lutte de classe. Le syndicalisme identifie ainsi la lutte des classes avec le syndicat. Et en cela, il ne serait pas bien loin du Léninisme, si la question du parti n'était pas là pour les séparer.

Le radicalisme ou extrémisme, se rend compte des modifications que le processus historique a apportées aux formes de la lutte de classe. Il voit bien que ce qui est corrompu, ne pourra être jamais guéri. Il est le produit des expériences de l'histoire de la lutte des classes en Allemagne, il est une force vivante qui ressort du développement de la révolution. Ce n'est pas une théorie abstraite, comme le syndicalisme, ce n'est pas un anachronisme dans la révolution pro-

létarienne de l'Europe occidentale, comme le Léninisme.

En Allemagne le réformisme avait préconisé la collaboration de classe, et ayant ses racines dans les organisations syndicales, avait envahi tous les milieux social-démocrates. La guerre éclatée, le réformisme triompha. La bureaucratie syndicale, l'aristocratie ouvrière avaient déjà infecté la social-démocratie et les syndicats. Elles étaient le produit du développement capitaliste et en même temps des formes purement économiques que la lutte de classe avait assumées. Ces formes purement économiques de lutte pour les revendications partielles avaient alimenté au sein de la classe ouvrière le social-chauvinisme, la croyance que les améliorations du prolétariat étaient possibles sous le régime capitaliste. Il va de soi que ce préjugé menait les ouvriers à croire que leur bien-être tenait surtout à la suprématie de leur patrie capitaliste (ce préjugé est encore aujourd'hui très répandu parmi les ouvriers français). Ainsi la lutte pour les moyens d'existence avait dans ses formes syndicales mené sur le seuil de la collaboration de classe. La guerre intégra l'appareil bureaucratique des syndicats dans l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie (ce qui arriva même en France pour la C. G. T.) La collaboration de classe fut proclamée officiellement par les organes syndicaux qui nièrent la possibilité de la lutte de classe pendant la guerre, qui poussèrent les ouvriers à la guerre capitaliste, en fidèles valets de l'impérialisme.

La classe ouvrière allemande se trouva ainsi en face d'un phénomène historique qui faisait d'organes originellement classistes, des armes dociles aux mains du capitalisme. Certes les syndicats avaient lutté pour les huit heures, pour les augmentations de salaires, ils avaient su profiter des moments de conjoncture économique pour arracher au capitalisme des concessions qu'on fit respecter même pendant les périodes de crise. Mais ces concessions n'étaient que relatives, quand on considère le gigantesque développement du capitalisme et de ses profits. Elles étaient, comme les événements ultérieurs l'ont montré, extrêmement précaires. Les résultats de la lutte pour les moyens d'existence menèrent à la formation de syndicats, qui englobaient des millions d'ouvriers. Au sommet des ces organismes se forma un appareil bureaucratique centralisé et nombreux. Cette couche bureaucratique, qui puisait ses forces surtout dans la partie la plus privilégiée de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, qui n'a jamais compris les aspirations des couches inférieures du prolétariat, ne pouvait pas conserver l'esprit révolutionnaire et classiste. Au contraire elle se détacha totalement dans ses habitudes et ses idées de la classe, d'où elle avait originaire. Son idéologie devint ainsi capitaliste et conservatrice. En effet la conservation de cette couche sociale n'était toujours possible que par la perpétuation du régime capitaliste. La révolution prolétarienne, comme but, la suppression de tout ce qui est parasitaire dans la société. Or le bureaucratisme n'est qu'un phénomène parasitaire, que l'essor du capitalisme a développé, que les classes exploiteuses ont, dans leur intérêt, favorisé et étayé. Le bureaucratisme étatique a eu une croissance formidable sous la domination bourgeoise même dans les pays, où au début, il n'était qu'un élément négligeable. Le bureaucratisme syndical a marché, dans son développement, de compagnie avec le bureaucratisme d'état. En Allemagne en Angleterre et aux Etats-Unis, ces deux éléments sociaux n'ont aucune différence entre eux. Il n'est point extraordinaire, que le bureaucratisme syndical ait absorbé l'idéologie bourgeoise ; qu'il ait essayé, avec succès parfois, la mystification de l'idéologie prolétarienne et la corruption de la classe ouvrière, elle-même.

Dans son éloignement de la classe ouvrière, comme force historique révolutionnaire, dans sa collaboration avec le capitalisme, la bureaucratie syndicale a idéalise sa condition sociale dans une théorie de collaboration interclassiste. Il était naturel qu'elle étendit cette théorie à la classe ouvrière tout entière.

Il y a des gens qui expliquent le phénomène de collaboration entre syndicats et état comme un phénomène transitoire, comme une conséquence d'une accalmie dans la lutte des classes. Ces éléments idéalisent le syndicat ; ils font du syndicat une forme éternelle de la lutte de classe. Il ne saisissent pas la différence qui existe entre le processus tout entier de la lutte de classe et ses formes qui ne sont pas toujours les mêmes. Ces gens sont portés à croire même que comme nous n'ions l'idéalisation des formes (qui leur est propre), nous n'ions même la lutte des classes !

Trotsky, lui même, ne s'est pas rendu compte que les formes naturelles de la lutte de classe ne sont plus, depuis quel-ques temps, les syndicats. Il affirme dans son document sur 1917, que dans d'autres pays que la Russie les organes de la révolution seront probablement les comités d'usine et même les syndicats. C'est là une confusion évidente. Chez Trotsky l'éclectisme est poussé jusqu'à admettre

que ces deux formes de la lutte de classe sont identiques. Dans cette conception le syndicalisme pur est mélangé avec le radicalisme ; l'antithèse historique de ces deux formes disparaît, et l'idéologie bureaucratique est assimilée à l'idéologie purement prolétarienne. Le réformisme n'a rien de unique avec la révolution.

Il est d'ailleurs étonnant que les éléments de la « révolution prolétarienne » ne se soient encore aperçus de cet argument que Léon Trotsky leur prête avec tant de légèreté. Ces éléments, par le canal de l'idéalisation des syndicats, en sont arrivés aujourd'hui à l'idéalisation du travailisme. Lazon, le leader théorique de la Ligue syndicaliste, est arrivé, sur la base d'un déterminisme géographique (qui n'a rien à faire avec le déterminisme historique et matérialiste), à trouver le point de ralliement de l'économique et du politique dans le travailisme anglais et belge. Il a résolu pratiquement et conséquemment sur le terrain idéologique de la ligue syndicaliste les problèmes de la révolution que Loria a théoriquement posés dans sa brochure. Il a donné une forme vivante au fantôme idéologique de Loria. Chamberland a fait de plus. Il a rapproché pratiquement la ligue syndicaliste du travailisme. Il a fait une apologie très diplomatique de la conciliation obligatoire, a posteriori. Pierre Naville, qui n'a pas encore trouvé une forme précise pour son surréalisme révolutionnaire ajoute une note apologétique à ce tableau travailiste : l'honnêteté révolutionnaire !

On ne saurait imaginer rien de plus grotesque que ce rôle de direction dans la révolution attribué au syndicat. Le syndicat qui a brisé tous les mouvements révolutionnaires, avec son bureaucratisme colossal et infect ! Le syndicat qui en Russie est aujourd'hui l'arme de l'état bonapartiste pour maintenir le régime du triangle dans les usines soviétiques ! Le syndicat qui en Italie n'a plus de place que dans les formes de la pure oppression du prolétariat, dans les corporations !

Les gens, qui ont idéalisé le syndicat jusqu'à en faire l'organe le plus sensible, même le plus révolutionnaire pendant la dictature du prolétariat, n'ont pas considéré les résultats d'un siècle de lutte de classe. Ils n'ont pas vu et ils ne voient pas aujourd'hui encore que la lutte de classe, si d'une part a créé le syndicat, aujourd'hui pour atteindre des formes plus élevées, des formes révolutionnaires, ne peut plus trouver son expression dans les organisations syndicales. Ils ne comprennent pas, que si le point de départ de la lutte de classe est purement économique, le développement de la conscience prolétarienne dépasse historiquement l'impulsion purement économique. La conception de ces gens ravale la dialectique matérialiste au niveau d'une théorie purement utilitariste. Elle n'a pas compris que les formes économiques de la lutte de classe entrent en contraste avec les formes révolutionnaires, justement parce que les premières tendent à donner une limite aux secondes. Certes la lutte économique a offert et elle offre encore un terrain d'expérience qui se restreint d'ailleurs de plus en plus. Les agitations économiques sont même très souvent le point de départ des agitations révolutionnaires (pas toujours). Cette tendance des mouvements économiques à devenir des mouvements politiques est un phénomène, qui trouve sa raison dans la nature des classes. Mais cette tendance spontanée ne pouvait servir par elle-même à la réalisation de la révolution. Sans cela la révolution serait déjà accomplie depuis longtemps. L'élément de spontanéité révolutionnaire trouvait ses limites dans le manque d'expérience de la classe ouvrière. Et ces limites ramenaient les masses sur les positions économiques initiales. Les syndicats ont été et sont l'expression organisée de ces limites. Certes la spontanéité de la lutte de classe, ses mouvements tendent à se généraliser, ses degrés de puissance et d'extension sont pendant certaines périodes en un crescendo de plus en plus accentué. Et cette spontanéité a mené, en Allemagne et en Italie (au moment de l'effervescence révolutionnaire la plus intense) à la formation plus ou moins incomplète des conseils d'usine. En Italie, la spontanéité du mouvement révolutionnaire a revêtu une forme originelle au point de vue historique. Dans l'occupation des fabriques la spontanéité du mouvement a poussé la classe ouvrière jusqu'à l'expropriation directe des usines réalisée non par un arrêté d'un gouvernement constitué, mais par l'action des masses ouvrières les plus avancées. Il ne faut pas d'ailleurs confondre cette action révolutionnaire avec l'action purement syndicale, qui n'est jamais allée au delà de l'échelle mobile, et d'une politique de tarifs, qui était un non-sens au point de vue révolutionnaire. Le mouvement des métallurgistes italiens dépasse justement les limites de ce qu'il est convenu d'appeler l'économique. Ici on nous pourrait faire remarquer qu'il n'y a pas de pur économique au point de vue marxiste, que tout mouvement économique est un mouvement politique embryonnaire. Nous avons déjà fait remarquer qu'il existe une tendance dans tout

mouvement économique du prolétariat à devenir un mouvement politique. Mais nous avons remarqué qu'il y a des forces qui amènent ces mouvements dans les limites de l'économique. C'est-à-dire que l'élément économique a un double aspect. Il se déroule sur la base d'un dilemme : la lutte pour les moyens d'existence ou la lutte pour la révolution. Jusqu'à présent il n'y a que très peu d'exemples, que ce dilemme ait trouvé une solution historique révolutionnaire, et cela est arrivé toujours en dehors des formes d'organisation syndicale. L'exemple de l'occupation des fabriques nous montre le chemin que la révolution prendra dans le prochain avenir en Italie. Il dépasse dans sa spontanéité toutes les méthodes précédentes de lutte. En outre, il se présente comme un phénomène d'unité réelle : il faut remarquer que ce mouvement au début, fut une initiative de la catégorie des métallurgistes, se répandit parmi les autres catégories. Et si ce mouvement n'avait pas été arrêté, il aurait atteint la totalité de la classe ouvrière. Beaucoup de monde croit qu'il fut le produit de l'action syndicale de la fédération métallurgiste. Angelica Balabanova dans ses mémoires prétend diminuer l'importance de ce mouvement, lorsqu'elle fait allusion à un mouvement analogue, qui aurait été provoqué en vérité par les fascistes avant l'occupation des fabriques en septembre 1920. Elle ne donne aucune importance au grand mouvement de septembre et n'essaie d'aucune façon d'en analyser les causes et le développement. Il est évident que pour elle ainsi que pour autant d'autres il s'agit d'une action purement syndicale. Il faut d'abord remarquer que l'occupation de septembre fut précédée par deux mouvements très significatifs. Le mouvement des conseils d'usines à Turin et l'occupation de la Miani et Silvestri à Naples. Le premier fut poussé sur un terrain purement réformiste par les éléments communistes de l'Ordine Nuovo, sur le terrain du contrôle de la production. L'occupation de la Miani et Silvestri, fut dans son isolement, si on considère qu'il se produisit à Naples, un peu plus loin du véritable centre industriel, un symptôme très significatif des tendances révolutionnaires qui agitaient les masses italiennes. Il se résolut par la résistance des ouvriers aux forces de police et par l'assassinat d'un membre du Soviet, qui s'était constitué à l'intérieur de l'usine occupée.

La grande occupation de septembre 1920 fut provoquée par l'occupation spontanée de la part des ouvriers de quelques usines de Ligurie et de Milan. Ce fut à la suite de ces mouvements spontanés que la Fédération des Métallurgistes prit l'initiative de l'occupation des fabriques, qui se serait développée d'ailleurs au-dessus de la volonté des dirigeants du mouvement syndical. Et ce ne furent pas seulement les ouvriers de cette organisation, mais la totalité des ouvriers métallurgistes, qui participèrent à ce mouvement. Les dirigeants de la Fédération déclarèrent que le caractère du mouvement était purement économique. Le mouvement des conseils, qui se développa au cours de l'occupation des fabriques préoccupait extrêmement les fonctionnaires syndicaux, qui lui proposèrent comme les Ordinovistes à Turin un rôle réformiste de contrôle sur la production. Il est bien étrange et contradictoire que Bordiga ait empoigné cet argument non pas seulement pour condamner l'« Ordinovisme », mais pour revendiquer le rôle classique de la C. G. T. italienne. Bordiga prouve dans cette circonstance de n'avoir pas saisi la réalité du conflit, qui s'est déroulé pendant l'occupation des fabriques en Italie. Evidemment pour lui la tradition classiciste de la C. G. T. italienne l'emporte sur les conseils, qui lui paraissent même des organes réformistes. Il va de soi que la forme que les ordinovistes et les réformistes italiens essayèrent de prêter aux comités d'usine était réformiste. Mais leur forme réelle n'était pas la forme que les réformistes ont essayé de leur prêter. Leur forme réelle tendait à se réaliser en hégémonie politique et en cela elle était révolutionnaire. Le développement ultérieur de l'occupation des fabriques aurait donné aux conseils d'usines le rôle de direction politique. Mais les limites de l'économique, représentées non pas seulement par la Fédération Métallurgiste et par la C. G. T. Italienne, mais par toutes les organisations syndicales (Union Syndicale Italienne, Fédération des Dockers, Syndicat des Cheminots, etc...), toutes les organisations politiques imposèrent au mouvement des limites économiques ou bien les acceptèrent sans opposer une résistance quelconque, ce qui revient au même. Parmi eux se trouvaient aussi les éléments qui fondèrent le Parti Communiste, quatre mois après à Livourne.

Le mouvement de septembre 1920 en Italie prouve une fois de plus, que si le point de départ économique peut mener le prolétariat jusqu'à des positions spontanément révolutionnaires, les syndicats tendent à le ramener sur le point de départ. La victoire des conseils en Italie était la fin des organisations syndicales. Et pourtant il faut remarquer que le développement de l'aristocratie ouvrière avait été extrêmement faible en Italie. Et la bureaucratie syndicale était vis-à-vis de celle des autres pays, relativement limitée, bien qu'elle ne fut ni moins corrompue, ni moins astucieuse.

Les organisations syndicales qui avaient à leur tête des socialistes d'extrême gauche, des anarchistes, des syndicalistes révolutionnaires ne furent pas moins que les autres des organes qui

ANARCHISTES, SOCIAL-DÉMOCRATES & GRÈVE GÉNÉRALE

Pour la pensée anarchiste, la spéculation directe sur la Révolution est un fait superficiel et accessoire. Ce qui est essentiel c'est la façon abstraite et antihistorique d'envisager la grève générale comme un moyen qui conditionne toute la lutte prolétarienne.

Deux choses existent seulement pour les anarchistes, comme prémisses matérielles de leurs spéculations révolutionnaires : la rêverie utopique et la bonne volonté et le courage pour tirer l'humanité de la vallée de misère, où la tient le capitalisme. De la rêverie utopique ressort le raisonnement, vieux de soixante ans, que la grève générale est le moyen le plus expéditif, le plus sûr, le plus aisé, pour faire le saut dans un meilleur monde social. C'est dans la rêverie que trouve sa justification, la spéculation par laquelle la lutte économique est posée comme seule et véritable action directe des masses et par conséquent la seule lutte révolutionnaire — c'est là la nouvelle lubie des « syndicalistes » français et italiens. Ce qui fut fatal aux anarchistes, ce ne fut pas seulement le côté purement utopique de leurs méthodes de lutte improvisées dans la rêverie, mais ce fut la réalité imprévue qui les transféra du terrain des spéculations révolutionnaires à celui de la pratique où ils devinrent en fait les agents de la réaction.

Ceux qui ont voulu en Allemagne, par la délibération d'une direction, fixer le jour précis du déclenchement de la grève générale, et ceux également qui, aux congrès syndicaux de Cologne, ont prétendu, en défendant de propager cette solution du problème, faire disparaître du monde la grève générale, se placent sur le même terrain et considèrent le problème de la même façon abstraite et antihistorique. Ces deux tendances, reprenant la conception anarchiste, prétendent que la grève générale est un simple moyen technique de lutte, qu'on peut déclencher ou interdire à son gré. La grève générale est pour eux une sorte de contenu de poche qu'on garde sur soi ou qu'on sort et dont on se sert quand on veut.

Les adversaires de la grève générale prétendent tenir compte du terrain historique et des conditions matérielles de la situation actuelle en Allemagne, en opposition avec « les romantiques de la révolution » qui planent dans les nuages et ne veulent pas tenir compte de la réalité et de ses possibilités et impossibilités. « Faits et chiffres, faits et chiffres », s'écrient-ils comme le personnage du roman de Dickens. Ce que les adversaires syndicalistes de la grève générale entendent par « terrain historique » et conditions matérielles, c'est d'un côté, la faiblesse du prolétariat, d'autre la force du militarisme prussien allemand. L'insuffisance des organisations ouvrières, la situation de la caisse et la menace des baïonnettes prussiennes, voilà les « faits et chiffres » sur lesquels ces dirigeants des syndicats basent au moment donné leur politique pratique.

Or, les caisses des syndicats et les baïonnettes prussiennes sont des phénomènes très matériels et historiques, mais la conception basée sur ces éléments n'est pas un matérialisme historique dans le sens de Marx, mais un matérialisme

s'opposent à la marche de la révolution, qui la ramènent dans les limites de l'économique, qui provoquent l'offensive réactionnaire et la défaite du prolétariat. Ces organisations, où le maximalisme verbal des chefs exprimait en général la crainte des masses révolutionnaires, ont été dans le processus révolutionnaire de la lutte des classes en Italie des organismes contre-révolutionnaires. Le chemin de la révolution en Italie comme ailleurs n'est pas celui des syndicats. La tentative d'un renouvellement de l'expérience syndicale, après la fin ignominieuse de ce mouvement est un non sens au point de vue historique, un anachronisme contre-révolutionnaire. Collaborer à restaurer des organes en qui la révolution a déjà découvert des ennemis, signifie travailler dans le sens de la contre-révolution.

« Prométhée » a constaté justement que nous n'ions toute forme d'organisation de masse en Italie. Nous ferons remarquer que depuis notre départ de la fraction bordiguiste, nous avons commencé à penser, à réfléchir avec un cerveau plus libre. Sans aucun engagement disciplinaire, qui nous forçait au crétinisme dogmatique, nous avons dû regarder la réalité en face. Elle nous a paru un peu différente de celle qu'on nous avait fait voir. Et la réalité que nous avons vue et examinée n'est pas le rêve de notre pensée, c'est bien l'histoire du mouvement classiciste en Italie. Il y a bien nous le savons des organisations de masses en Italie : ce sont les corporations fascistes qui sont, aussi bien que les syndicats en Allemagne, en Russie, etc... les géôles de la conscience de classe, de l'esprit prolétarien. Les corporations sont vis-à-vis des syndicats, ce que le fascisme est vis-à-vis du réformisme. C'est-à-dire deux choses parfaitement analogues et complémentaires. Tels sont les derniers éléments d'expérience dans le spontané : là, où les syndicats n'ont pas, à travers une évolution et corruption graduelle, dû à une très forte aristocratie ouvrière et bureaucratie syndicale atteint progressivement la collaboration de classe ou le fascisme économique. Ils n'en ont pas moins joué un rôle contre-révolutionnaire.

lisme poétici dans le sens de l'atticisme. Les représentants de l'état poétici et capitaliste tiennent eux-mêmes le compte de la force réelle du prolétariat organisé et en même temps de la force matérielle des baïonnettes, et, ayant considéré deux séries de chiffres, ils en tirent toujours la conclusion rassurante que voici : le mouvement ouvrier révolutionnaire est toujours provoqué par des instigateurs et meneurs de trouble, donc nous avons dans nos prisons et avec nos baïonnettes un moyen suffisant de maîtriser ce désagréable phénomène passager ».

La classe ouvrière consciente d'Allemagne a depuis longtemps compris le côté burlesque de la théorie des poéticiens, théorie qui prétend que tout le mouvement ouvrier moderne est le produit artificiel et arbitraire des faits et gestes d'une poignée de meneurs et d'agitateurs sans conscience.

Mais c'est justement la même conception qui se fait jour lorsque deux braves camarades s'associent pour mettre le prolétariat allemand en garde contre la propagande dangereuse de quelques « romantiques de la révolution » et contre leur conception de la grève générale ; ou bien lorsque, d'un autre côté on fait place à une campagne larmoyante de ces gens qui se bercent d'illusions sur la possibilité d'un déclenchement de la grève générale, comme suite à des accords confidentiels entre la direction du parti et la commission générale des organisations syndicales.

Si les grèves générales dépendaient de la « propagande incendiaire » des romantiques de la Révolution ou des décisions confidentielles ou publiques des chefs de partis, nous n'aurions pas eu en Russie une seule grève générale. Dans aucun pays on y songeait aussi peu — comme je l'ai déjà prouvé en mars 1905 dans la « Sachs Arbeiter Zeitung ». Il n'était question en Russie ni de propager, ni même de « discuter » la grève générale. Et les exemples isolés de décisions et accords de la direction du parti russe, qui auraient dû provoquer de toutes pièces la grève générale, comme par exemple la dernière tentative d'août de cette année, après la dissolution de la Douma, ont tout fait échouer.

Si la révolution russe nous apprend quelque chose, c'est surtout ceci : que la grève générale n'est pas un produit artificiel, propagé et décrété, mais un phénomène historique, qui se produit nécessairement à un moment donné sur la base des rapports sociaux existants. Ce problème ne saurait être envisagé et discuté au moyen de spéculations abstraites sur la possibilité et l'impossibilité, l'utilité ou l'influence nuisible de la grève générale, mais seulement par l'examen des conditions sociales et historiques, d'où ressort ce phénomène particulier de la phase actuelle de la lutte de classe. En d'autres termes, il s'agit non d'un jugement subjectif déterminé par ce qui est désirable, mais d'une analyse des sources de la grève générale du point de vue de la nécessité historique.

Dans la liberté de l'analyse logique et abstraite, on peut également démontrer l'impossibilité absolue et la débâcle certaine, ou bien au contraire la possibilité totale et la victoire indubitable de la grève générale. La valeur de la démonstration est par conséquent la même dans les deux cas, c'est-à-dire nulle. Aussi la crainte de la propagation de la grève générale qui provoqua tant d'anathèmes contre les prétendus coupables de ce crime, était-elle le simple résultat d'un plaisant quiproquo. Il est aussi impossible de propager la grève générale comme moyen abstrait de lutte, qu'il est impossible de propager la révolution, la « Révolution » et « grève générale » sont des idées qui représentent simplement une forme extérieure de la lutte de classe, et qui n'ont une signification et un contenu que par rapport à l'ensemble des situations politiques.

Celui qui entreprendrait de faire de la grève générale, en tant que forme de l'action prolétarienne, l'objet d'une agitation préordonnée, et colporterait cette « idée » pour y gagner, selon lui, petit à petit la classe ouvrière, perdrait son temps dans une activité absurde et insensée. Il en serait de même si l'on voulait faire de l'idée de la révolution et de la lutte sur les barricades un objet d'agitation. La grève générale est devenue aujourd'hui le point central de l'intérêt vital de la classe ouvrière allemande et internationale, car elle est une nouvelle forme de combat et comme telle le symptôme d'une profonde révolution dans les rapports et les conditions de la lutte des classes. C'est bien une preuve du sain instinct révolutionnaire et de la vive conscience de la masse ouvrière allemande, si, malgré la résistance acharnée de ses dirigeants syndicaux, elle se tourne vers ce nouveau problème avec un intérêt aussi chaleureux. On ne saurait répondre à cet intérêt, à cette noble soif intellectuelle et à cet enthousiasme révolutionnaire pour l'action, qui se rencontrent chez les ouvriers, par une abstraction gymnastique cérébrale sur la possibilité et l'impossibilité de la grève générale. On doit répondre au contraire en les éclairant sur le développement de la révolution russe, sur la signification internationale de cette révolution, sur l'acuité des contrastes des classes dans l'Europe occidentale, sur les perspectives ultérieures de la lutte de classe en Allemagne et sur le rôle et les tâches des masses dans la prochaine lutte. Ce n'est que sous cette forme que la discussion sur la grève gé-

nérale pourra contribuer à élargir l'horizon du prolétariat, aiguïser sa conscience de classe, approfondir sa pensée et faire rayonner sa force d'action.

Si l'on se place à ce point de vue, apparaît tout le ridicule des procédés dont se servent les adversaires de la grève générale pour condamner ceux qui n'ont pas traité le problème suivant la lettre de la résolution d'Iéna. Les « hommes politiques de sens pratique » sont en plein accord pour déclarer que cette résolution joint la question de la grève générale et la question du suffrage universel, ce qui leur permet de croire que premièrement on assure par ce moyen-là un caractère défensif à la grève générale et deuxièmement qu'on subordonne celle-ci au parlementarisme et qu'on la transforme en un simple accessoire du parlementarisme.

La véritable substance de la résolution d'Iéna par rapport à cette question, consiste à affirmer qu'un attentat de la réaction contre le suffrage universel, dans la situation actuelle, marquerait le début d'une période de luttes politiques orageuses, où l'on appliquerait sûrement, pour la première fois, la grève générale comme moyen de lutte. On ne saurait délimiter ou rétrécir le champ d'action social et historique de la grève générale par un congrès de parti. C'est là une entreprise qui est aussi bornée que la défense de discussion sur cette question qui fut posée au congrès syndical de Cologne. Dans la résolution du Parti à Iéna, la social-démocratie allemande a pris officiellement acte du grand changement que la révolution russe a apporté aux conditions internationales de la lutte de classe et a constaté la possibilité de développement et d'adaptation aux nouvelles exigences de la prochaine phase de la lutte de classe. C'est là la signification du congrès d'Iéna. Pour ce qui a trait à l'application de la grève générale en Allemagne, ce sera à l'histoire d'en décider, ainsi qu'elle en a déjà décidé en Russie, l'histoire, dans laquelle la social-démocratie est sans doute, dans ses décisions, un facteur important, mais seulement un facteur entre les autres.

On considère la grève générale, dans la discussion actuelle en Allemagne, comme quelque chose de très simple, de très clair et de nettement précis. On parle d'une grève générale politique. On envisage un unique et grandiose déploiement des forces du prolétariat industriel, préparé à l'avance et déclenché à un moment donné. Il devrait être le résultat d'un plan bien établi, sur la base d'une entente entre la direction du parti et celle des organisations syndicales, plan où serait déjà préordonné le bilan matériel de la grève générale.

Si l'on compare ce schéma théorique avec la grève générale dans la réalité, ainsi qu'elle se produit en Russie depuis cinq années, on devra convenir que le plan qui forme le substratum de la discussion actuelle en Allemagne, ne correspond presque en rien avec les nombreuses grèves qui ont eu lieu en Russie ; que d'autre part ces grèves ont un aspect si varié qu'il est impossible de parler de « la » grève des masses et d'une grève des masses abstraitement schématisée. Tous les moments de la grève générale, ainsi que son caractère, ne sont pas différents dans les différentes villes et contrées du territoire national, mais leur caractère général a changé plusieurs fois au cours de la révolution. Les grèves de masse ont eu et ont encore en Russie leur histoire particulière. Celui qui parle de la grève générale en Russie doit avoir, avant tout, son histoire devant les yeux.

ROSA LUXEMBOURG.

(17 avril 1912).

Si donc nous avons été battus, tout ce que nous avons à faire, c'est de recommencer par le commencement, et l'interalle de répit, de courte durée, il est probable, qui nous est accordé entre la fin du premier et le commencement du second acte, nous laisse le temps, heureusement, pour une besogne des plus utiles : l'étude des causes qui nécessitent tout ensemble la réelle révolution et sa défaite ; causes que l'on ne doit pas chercher dans les efforts, talents, fautes, erreurs ou trahisons de quelques-uns des chefs, mais dans l'état social général et la condition d'existence de chacune des nations bouleversées.

K. MARX.

Révolution et contre-révolution en Allemagne (1851).

Souscription pour le camarade Masailov

Liste N° 1. — A. P., 20 fr. ; D. R., 15 fr. ; A. S., 10 fr. ; E. R., 10 fr. ; L. L., 5 fr. ; Comité exécutif Carle d'Education, 15 fr. ; S., 5 fr. — Total : 80 fr.

Liste N° 2. — N., 15 fr. ; P., V., A., S., I., chac. 10 fr. ; E. C., I., R., Z., A., N., N., V., Z., M., C., B., I., A., R., I., N., V., N., N., Z., R., N., C., chac. 5 fr. ; M., J., chac. 3 fr. ; L., T., M., I., R., M., G., A., S., U., C., G., chac. 2 fr. — Total : 209 fr.

Total général : 289 fr.

Le Gérant : A. PRUDHOMMEAUX.

IMP. SPÉCIALE DE LA LIBRAIRIE OUVRIÈRE 67, B' de Belleville (XI)